

I - Texte du traité (*)

(*) NOTE DES ÉDITEURS

Le lecteur trouvera ci-après une version amendée complète du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, telle qu'elle résulte du titre III du TUE "Dispositions modifiant le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier" [article H, points 1) à 21)].

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE ROYAL DE BELGIQUE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

CONSIDÉRANT que la paix mondiale ne peut être sauvegardée que par des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent;

CONVAINCUS que la contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques;

CONSCIENTS que l'Europe ne se construira que par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait et par l'établissement de bases communes de développement économique;

SOUCIEUX de concourir par l'expansion de leurs productions fondamentales au relèvement du niveau de vie et au progrès des oeuvres de paix;

RÉSOLUS à substituer aux rivalités séculaires une fusion de leurs intérêts essentiels, à fonder par l'instauration d'une communauté économique les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre des peuples longtemps opposés par des divisions sanglantes, et à jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé,

ONT DÉCIDÉ de créer une Communauté européenne du charbon et de l'acier et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires:

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:

M. le docteur Konrad ADENAUER, chancelier et ministre des Affaires étrangères,

SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE ROYAL DE BELGIQUE:

M. Paul VAN ZEELAND, ministre des Affaires étrangères,

M. Joseph MEURICE, ministre du Commerce extérieur,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

M. Robert SCHUMAN, ministre des Affaires étrangères,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE:

M. Carlo SFORZA, ministre des Affaires étrangères,

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG:

M. Joseph BECH, ministre des Affaires étrangères,

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS:

M. D. U. STIKKER, ministre des Affaires étrangères,

M. J. R. M. VAN DEN BRINK, ministre des Affaires économiques,

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent.

TITRE I

De la Communauté européenne du charbon et de l'acier

Article premier

Par le présent traité, les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES instituent entre Elles une COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER, fondée sur un marché commun, des objectifs communs et des institutions communes.

Article 2

La Communauté européenne du charbon et de l'acier a pour mission de contribuer, en harmonie avec l'économie générale des États membres et grâce à l'établissement d'un marché commun dans les conditions définies à l'article 4, à l'expansion économique, au développement de l'emploi et au relèvement du niveau de vie dans les États membres. La Communauté doit réaliser l'établissement progressif de conditions assurant par elles-mêmes la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de productivité le plus élevé, tout en sauvegardant la continuité de l'emploi et en évitant de provoquer, dans les économies des États membres, des troubles fondamentaux et persistants.

Article 3

Les institutions de la Communauté doivent, dans le cadre de leurs attributions respectives et dans l'intérêt commun: veiller à l'approvisionnement régulier du marché commun en tenant compte des besoins des pays tiers; assurer à tous les utilisateurs du marché commun placés dans des conditions comparables un égal accès aux sources de production; veiller à l'établissement des prix les plus bas dans des conditions telles qu'ils n'entraînent aucun relèvement corrélatif des prix pratiqués par les mêmes entreprises dans d'autres transactions ni de l'ensemble des prix dans une autre période, tout en permettant les amortissements nécessaires et en ménageant aux capitaux engagés des possibilités normales de rémunération; veiller au maintien de conditions incitant les entreprises à développer et à améliorer leur potentiel de production et à promouvoir une politique d'exploitation rationnelle des ressources naturelles évitant leur épuisement inconsidéré; promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'oeuvre, permettant leur égalisation dans le progrès, dans chacune des industries dont elle a la charge; promouvoir le développement des échanges internationaux et veiller au respect de limites équitables dans les prix pratiqués sur les marchés extérieurs; promouvoir l'expansion régulière et la modernisation de la production ainsi que l'amélioration de la qualité, dans des conditions qui écartent toute protection contre les industries concurrentes que ne justifierait pas une action illégitime menée par elles ou en leur faveur.

Article 4

Sont reconnus incompatibles avec le marché commun du charbon et de l'acier et, en conséquence, sont abolis et interdits dans les conditions prévues au présent traité, à l'intérieur de la Communauté: les droits d'entrée ou de sortie, ou taxes d'effet équivalent, et les restrictions quantitatives à la circulation des produits; les mesures ou pratiques établissant une discrimination entre producteurs, entre acheteurs ou entre utilisateurs, notamment en ce qui concerne les conditions de prix ou de livraison et les tarifs de transports, ainsi que les mesures ou pratiques faisant obstacle au libre choix par l'acheteur de son fournisseur; les subventions ou aides accordées par les États ou les charges spéciales imposées par eux, sous quelque forme que ce soit; les pratiques restrictives tendant à la répartition ou à l'exploitation des marchés.

Article 5

La Communauté accomplit sa mission, dans les conditions prévues au présent traité, avec des interventions limitées. À cet effet:

- elle éclaire et facilite l'action des intéressés en recueillant des informations, en organisant des consultations et en définissant des objectifs généraux;
 - elle met des moyens de financement à la disposition des entreprises pour leurs investissements et participe aux charges de la réadaptation;
 - elle assure l'établissement, le maintien et le respect de conditions normales de concurrence et n'exerce une action directe sur la production et le marché que lorsque les circonstances l'exigent;
 - elle rend publics les motifs de son action et prend les mesures nécessaires pour assurer le respect des règles prévues par le présent traité.
- Les institutions de la Communauté exercent ces activités avec un appareil administratif réduit, en coopération étroite avec les intéressés.
-

• *Article 6*

d'office. L'intéressé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un nouveau membre nommé d'un commun accord par les gouvernements des États membres. Le Conseil, statuant à l'unanimité, peut décider qu'il n'y a pas lieu à remplacement. En cas de démission ou de décès, le président est remplacé pour la durée du mandat restant à courir. La procédure prévue à l'article 10, paragraphe 2, est applicable pour son remplacement. Sauf en cas de démission d'office prévue à l'article 12 A, les membres de la Commission restent en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

Article 12 A () (*)* Tel qu'inséré par l'article H, point 2), du TUE. Tout membre de la Commission, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave, peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Conseil ou de la Commission.

Article 13 () (*)* Tel qu'inséré par l'article H, point 2), du TUE. Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité du nombre des membres prévu à l'article 9. La Commission ne peut siéger valablement que si le nombre de membres fixé dans son règlement intérieur est présent.

Article 14 Pour l'exécution des missions qui lui sont confiées et dans les conditions prévues au présent traité, la Commission prend des décisions, formule des recommandations ou émet des avis. Les décisions sont obligatoires en tous leurs éléments. Les recommandations comportent obligation dans les buts qu'elles assignent, mais laissent à ceux qui en sont l'objet le choix des moyens propres à atteindre ces buts. Les avis ne lient pas. Lorsque la Commission est habilitée à prendre une décision, elle peut se borner à formuler une recommandation.

Article 15 Les décisions, recommandations et avis de la Commission sont motivés et visent les avis obligatoirement recueillis. Les décisions et recommandations, lorsqu'elles ont un caractère individuel, obligent l'intéressé par l'effet de la notification qui lui en est faite. Dans les autres cas, elles sont applicables par le seul effet de leur publication. Les modalités d'exécution du présent article seront déterminées par la Commission.

Article 16 () (*)* Tel que modifié par l'article H, point 3), du TUE. La Commission prend toutes mesures d'ordre intérieur propres à assurer le fonctionnement de ses services. Elle peut instituer des comités d'études, et notamment un comité d'études économiques. Le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur collaboration. La Commission fixe son règlement intérieur en vue d'assurer son fonctionnement et celui de ses services dans les conditions prévues par le présent traité. Elle assure la publication de ce règlement.

Article 17 () (*)* Tel qu'inséré par l'article H, point 4), du TUE. La Commission publie tous les ans, un mois au moins avant l'ouverture de la session du Parlement européen, un rapport général sur l'activité de la Communauté.

Article 18 Un Comité consultatif est institué auprès de la Commission. Il est composé de quatre-vingt-quatre membres au moins et de cent huit au plus et comprend, en nombre égal, des producteurs, des travailleurs et des utilisateurs et négociants(*). (*) Premier alinéa tel que modifié par l'article 25 de l'AA A/FIN/SUE dans la version résultant de l'article 16 de la DA AA A/FIN/SUE. Les membres du Comité consultatif sont nommés par le Conseil. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe toutes indemnités tenant lieu de rémunération (**). (**) Troisième alinéa tel qu'ajouté par l'article H, point 5), du TUE.

Article 19 La Commission peut consulter le Comité consultatif dans tous les cas où elle le juge opportun. Elle est tenue de le faire chaque fois que cette consultation est prescrite par le présent traité. La Commission soumet au Comité consultatif les objectifs généraux et les programmes établis au titre de l'article 46 et le tient informé des lignes directrices de son action au titre des articles 54, 65 et 66. Si la Commission l'estime nécessaire, elle impartit au Comité consultatif, pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à dix jours à dater de la communication qui est adressée à cet effet au président. Le Comité consultatif est convoqué par son président, soit à la demande de la Commission, soit à la demande de la majorité de ses membres, en vue de délibérer sur une question déterminée. Le procès-verbal des délibérations est transmis à la Commission et au Conseil en même temps que les avis du Comité.

CHAPITRE 2 DU PARLEMENT EUROPÉEN

Article 20 Le Parlement européen, composé de représentants des peuples des États réunis dans la Communauté, exerce les pouvoirs de contr_ le qui lui sont attribués par le présent traité.

Article 20 A () (*)* Tel qu'inséré par l'article H, point 6), du TUE. Le Parlement européen peut, à la majorité de ses membres, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'un acte communautaire pour la mise en oeuvre du présent traité.

Article 20 B () (*)* Tel qu'inséré par l'article H, point 6), du TUE. Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, le Parlement européen peut, à la demande d'un quart de ses membres, constituer une commission temporaire d'enquête pour examiner, sans préjudice des attributions conférées par le présent traité à d'autres

institutions ou organes, les allégations d'infraction ou de mauvaise administration dans l'application du droit communautaire, sauf si les faits allégués sont en cause devant une juridiction et aussi longtemps que la procédure juridictionnelle n'est pas achevée. L'existence de la commission temporaire d'enquête prend fin par le dépôt de son rapport. Les modalités d'exercice du droit d'enquête sont déterminées d'un commun accord par le Parlement européen, le Conseil et la Commission.

Article 20 C (*) (*) Tel qu'inséré par l'article H, point 6) du TUE. Tout citoyen de l'Union, ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre, a le droit de présenter, à titre individuel ou en association avec d'autres citoyens ou personnes, une pétition au Parlement européen sur un sujet relevant des domaines d'activité de la Communauté et qui le ou la concerne directement. *Article 20 D* (*) (*) Tel qu'inséré par l'article H, point 6) du TUE. 1. Le Parlement européen nomme un médiateur, habilité à recevoir les plaintes émanant de tout citoyen de l'Union ou de toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre et relatives à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes communautaires, à l'exclusion de la Cour de justice et du Tribunal de première instance dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles. Conformément à sa mission, le médiateur procède aux enquêtes qu'il estime justifiées, soit de sa propre initiative, soit sur la base des plaintes qui lui ont été présentées directement ou par l'intermédiaire d'un membre du Parlement européen, sauf si les faits allégués font ou ont fait l'objet d'une procédure juridictionnelle. Dans les cas où le médiateur a constaté un cas de mauvaise administration, il saisit l'institution concernée, qui dispose d'un délai de trois mois pour lui faire tenir son avis. Le médiateur transmet ensuite un rapport au Parlement européen et à l'institution concernée. La personne dont émane la plainte est informée du résultat de ces enquêtes. Chaque année, le médiateur présente un rapport au Parlement européen sur les résultats de ses enquêtes. 2. Le médiateur est nommé après chaque élection du Parlement européen pour la durée de la législature. Son mandat est renouvelable. Le médiateur peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Parlement européen, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave. 3. Le médiateur exerce ses fonctions en toute indépendance. Dans l'accomplissement de ses devoirs, il ne sollicite ni n'accepte d'instructions d'aucun organisme. Pendant la durée de ses fonctions, le médiateur ne peut exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non. 4. Le Parlement européen fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions du médiateur après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

Article 21 (Paragraphes 1 et 2 devenus caducs à la date du 17 juillet 1979, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'acte portant élection des représentants au Parlement européen) [Voir article 1er de l'acte précité, qui se lit comme suit:

1. Les représentants, au Parlement européen, des peuples des États réunis dans la Communauté sont élus au suffrage universel direct.] [Voir article 2 de l'acte précité, qui se lit comme suit:
2. Le nombre des représentants élus dans chaque État membre est fixé ainsi qu'il suit:
Belgique 25 Danemark 16 Allemagne 99 Grèce 25 Espagne 64 France 87 Irlande 15 Italie 87 Luxembourg 6 Pays-Bas 31 Autriche 21 Portugal 25 Finlande 16 Suède 22 Royaume-Uni 87] (*) (*) Nombre de représentants tel que fixé par l'article 11 de l'AA A/FIN/SUE dans la version résultant de l'article 5 de la DA AA A/FIN/SUE.
3. Le Parlement européen élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres (**). (**) Voir également à ce sujet article 7, paragraphes 1 et 2, de l'acte portant élection des représentants au Parlement européen. Le Conseil, statuant à l'unanimité après avis du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives (*). (*) Paragraphe 3 tel que modifié par l'article H, point 7), du TUE.

Article 22 Le Parlement européen tient une session annuelle. Il se réunit de plein droit le deuxième mardi de mars (**)(***). (**) Premier alinéa tel que modifié par l'article 27, paragraphe 1, du traité de fusion. (***) En ce qui concerne la deuxième phrase de cet alinéa, voir également article 10, paragraphe 3, de l'acte portant élection des représentants au Parlement européen. Le Parlement européen peut être convoqué en session extraordinaire à la demande du Conseil pour émettre un avis sur les questions qui lui sont soumises par celui-ci. Il peut également se réunir en session extraordinaire à la demande de la majorité de ses membres ou de la Commission.

Article 23 Le Parlement européen désigne parmi ses membres son président et son bureau. Les membres de la Commission peuvent assister à toutes les séances. Le président ou les membres de la Commission désignés par elle sont entendus sur leur demande. La Commission répond oralement ou par écrit aux questions qui lui sont

posées par le Parlement européen ou par ses membres. Les membres du Conseil peuvent assister à toutes les séances et sont entendus sur leur demande.

Article 24 () (*)* Tel que modifié par l'article H, point 8), du TUE. Le Parlement européen procède, en séance publique, à la discussion du rapport général qui lui est soumis par la Commission. Le Parlement européen, saisi d'une motion de censure sur la gestion de la Commission, ne peut se prononcer sur cette motion que trois jours au moins après son dépôt et par un scrutin public. Si la motion de censure est adoptée à une majorité des deux tiers des voix exprimées et à la majorité des membres qui composent le Parlement européen, les membres de la Commission doivent abandonner collectivement leurs fonctions. Ils continueront à expédier les affaires courantes jusqu'à leur remplacement conformément à l'article 10. Dans ce cas, le mandat des membres de la Commission nommés pour les remplacer expire à la date à laquelle aurait dû expirer le mandat des membres de la Commission obligés d'abandonner collectivement leurs fonctions.

Article 25 Le Parlement européen arrête son règlement intérieur à la majorité des membres qui le composent. Les actes du Parlement européen sont publiés dans les conditions prévues par ce règlement.

CHAPITRE 3 DU CONSEIL

Article 26 Le Conseil exerce ses attributions dans les cas prévus et de la manière indiquée au présent traité, notamment en vue d'harmoniser l'action de la Commission et celle des gouvernements responsables de la politique économique générale de leur pays. À cet effet, le Conseil et la Commission procèdent à des échanges d'informations et à des consultations réciproques. Le Conseil peut demander à la Commission de procéder à l'étude de toutes propositions et mesures qu'il juge opportunes ou nécessaires à la réalisation des objectifs communs.

Article 27 () (*)* Tel qu'inséré par l'article H, point 9), du TUE. Le Conseil est formé par un représentant de chaque État membre au niveau ministériel, habilité à engager le gouvernement de cet État membre. La présidence est exercée à tour de rôle par chaque État membre du Conseil pour une durée de six mois selon un ordre fixé par le Conseil statuant à l'unanimité (**). (**) Deuxième alinéa tel que modifié par l'article 12 de l'AA A/FIN/SUE. Voir aussi la décision du Conseil du 1 janvier 1995 portant fixation de l'ordre de l'exercice de la présidence du Conseil (volume I, p. 865).

Article 27 A () (*)* Tel qu'inséré par l'article H, point 9), du TUE. Le Conseil se réunit sur convocation de son président, à l'initiative de celui-ci, d'un de ses membres ou de la Commission.

*Article 28 (**)* (**) Tel que modifié par l'article 13 de l'AA A/FIN/SUE dans la version résultant de l'article 6 de la DA AA A/FIN/SUE. Lorsque le Conseil est consulté par la Commission, il délibère sans procéder nécessairement à un vote. Les procès-verbaux des délibérations sont transmis à la Commission. Dans le cas où le présent traité requiert un avis conforme du Conseil, l'avis est réputé acquis si la proposition soumise par la Commission recueille l'accord: de la majorité absolue des représentants des États membres, y compris les voix des représentants de deux États membres assurant chacun un dixième au moins de la valeur totale des productions de charbon et d'acier de la Communauté, ou, en cas de partage égal des voix et si la Commission maintient sa proposition après une seconde délibération, des représentants de trois États membres assurant chacun un dixième au moins de la valeur totale des productions de charbon et d'acier de la Communauté. Dans le cas où le présent traité requiert une décision à l'unanimité ou un avis conforme à l'unanimité, la décision ou l'avis sont acquis s'ils recueillent les voix de tous les membres du Conseil. Toutefois, pour l'application des articles 21, 32, 32 bis, 45 ter et 78 octies du présent traité et de l'article 16, de l'article 20, troisième alinéa, de l'article 28, cinquième alinéa, et de l'article 44 du protocole sur le statut de la Cour de justice, les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des délibérations du Conseil qui requièrent l'unanimité. Les décisions du Conseil, autres que celles qui requièrent une majorité qualifiée ou l'unanimité, sont prises à la majorité des membres qui composent le Conseil; cette majorité est réputée acquise si elle comprend la majorité absolue des représentants des États membres, y compris les voix des représentants de deux États membres assurant chacun un dixième au moins de la valeur totale des productions de charbon et d'acier de la Communauté. Toutefois, les voix des membres du Conseil sont affectées de la pondération suivante pour l'application des articles 45 ter, 78 et 78 ter du présent traité qui requièrent la majorité qualifiée:
Belgique 5 Danemark 3 Allemagne 10 Grèce 5 Espagne 8 France 10 Irlande 3 Italie 10 Luxembourg 2 Pays-Bas 5 Autriche 4 Portugal 5 Finlande 3 Suède 4 Royaume-Uni 10 Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins soixante-deux voix exprimant le vote favorable d'au moins dix membres. En cas de vote, chaque membre du Conseil peut recevoir délégation d'un seul des autres membres. Le Conseil communique avec les États

membres par l'intermédiaire de son président. Les délibérations du Conseil sont publiées dans les conditions arrêtées par lui.

Article 29 () (*)* Tel qu'inséré par l'article H, point 10), du TUE. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de justice. Il fixe également, à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.

Article 30 () (*)* Tel qu'inséré par l'article H, point 10), du TUE.

1. Un comité composé des représentants permanents des États membres a pour tâche de préparer les travaux du Conseil et d'exécuter les mandats qui lui sont confiés par celui-ci.
2. Le Conseil est assisté d'un secrétariat général, placé sous la direction d'un secrétaire général. Le secrétaire général est nommé par le Conseil, statuant à l'unanimité. Le Conseil décide de l'organisation du secrétariat général.
3. Le Conseil arrête son règlement intérieur.
- 4.

CHAPITRE 4 DE LA COUR DE JUSTICE

Article 31 La Cour assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application du présent traité et des règlements d'exécution.

Article 32 () (*)* Tel que modifié par l'article H, point 11), du TUE. La Cour de justice est formée de quinze juges (**). (**) Premier alinéa tel que modifié par l'article 17 de l'AA A/FIN/SUE dans la version résultant de l'article 10 de la DA AA A/FIN/SUE. La Cour de justice siège en séance plénière. Toutefois, elle peut créer en son sein des chambres composées chacune de trois, cinq ou sept juges en vue soit de procéder à certaines mesures d'instruction, soit de juger certaines catégories d'affaires, dans les conditions prévues par un règlement établi à cet effet (***). (***) Deuxième alinéa tel que modifié par l'article 18 de l'AA A/FIN/SUE. La Cour de justice siège en séance plénière lorsqu'un État membre ou une institution de la Communauté qui est partie à l'instance le demande. Si la Cour de justice le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre des juges et apporter les adaptations nécessaires aux deuxième et troisième alinéas et à l'article 32 ter, deuxième alinéa.

Article 32 bis () (*)* Tel qu'ajouté par l'article 4, paragraphe 2, point a), de la convention relative aux institutions communes. La Cour de justice est assistée de huit avocats généraux. Toutefois, un neuvième avocat général est désigné dès la date de l'adhésion jusqu'au 6 octobre 2000 (**). (**) Premier alinéa tel que modifié par l'article 20 de l'AA A/FIN/SUE dans la version résultant de l'article 11 de la DA AA A/FIN/SUE. L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires soumises à la Cour, en vue d'assister celle-ci dans l'accomplissement de sa mission, telle qu'elle est définie à l'article 31. Si la Cour le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre des avocats généraux et apporter les adaptations nécessaires à l'article 32 ter, troisième alinéa.

Article 32 ter () (*)* Tel qu'ajouté par l'article 4, paragraphe 2, point a), de la convention relative aux institutions communes. Les juges et les avocats généraux, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles ou qui sont des juristes possédant des compétences notoires, sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres. Un renouvellement partiel des juges a lieu tous les trois ans. Il porte alternativement sur huit et sept juges (***). (***) Deuxième alinéa tel que modifié par l'article 21 de l'AA A/FIN/SUE dans la version résultant de l'article 12 de la DA AA A/FIN/SUE. Un renouvellement partiel des avocats généraux a lieu tous les trois ans. Il porte chaque fois sur quatre avocats généraux (*). (*) Troisième alinéa tel que modifié par l'article 21 de l'AA A/FIN/SUE dans la version résultant de l'article 12 de la DA AA A/FIN/SUE. Les juges et les avocats généraux sortants peuvent être nommés de nouveau. Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour. Son mandat est renouvelable.

*Article 32 quater (**) (**)* Tel qu'ajouté par l'article 4, paragraphe 2, point a), de la convention relative aux institutions communes. La Cour nomme son greffier, dont elle fixe le statut.

*Article 32 quinto (***) (***)* Tel que modifié par l'article H, point 12), du TUE. 1. Il est adjoint à la Cour de justice un tribunal chargé de connaître en première instance, sous réserve d'un pourvoi porté devant la Cour de justice, limité aux questions de droit, dans les conditions fixées par le statut, de certaines catégories de recours déterminées dans les conditions fixées au paragraphe 2. Le Tribunal de première instance n'a pas compétence pour connaître des questions préjudicielles soumises en vertu de l'article 41. 2. Sur demande de la Cour de

justice et après consultation du Parlement européen et de la Commission, le Conseil, statuant à l'unanimité, fixe les catégories de recours visées au paragraphe 1 et la composition du Tribunal de première instance et adopte les adaptations et les dispositions complémentaires nécessaires au statut de la Cour de justice. Sauf décision contraire du Conseil, les dispositions du présent traité relatives à la Cour de justice, et notamment les dispositions du protocole sur le statut de la Cour de justice, sont applicables au Tribunal de première instance. 3. Les membres du Tribunal de première instance sont choisis parmi les personnes offrant toutes les garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de fonctions juridictionnelles; ils sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres. Un renouvellement partiel a lieu tous les trois ans. Les membres sortants peuvent être nommés à nouveau. 4. Le Tribunal de première instance établit son règlement de procédure en accord avec la Cour de justice. Ce règlement est soumis à l'approbation unanime du Conseil.

Article 33 () (*)* Tel que modifié par l'article H, point 13), du TUE. La Cour de justice est compétente pour se prononcer sur les recours en annulation pour incompétence, violation des formes substantielles, violation du traité ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir, formés contre les décisions et recommandations de la Commission par un des États membres ou par le Conseil. Toutefois, l'examen de la Cour de justice ne peut porter sur l'appréciation de la situation découlant des faits ou circonstances économiques au vu de laquelle sont intervenues lesdites décisions ou recommandations, sauf s'il est fait grief à la Commission d'avoir commis un détournement de pouvoir ou d'avoir méconnu d'une manière patente les dispositions du traité ou toute règle de droit relative à son application. Les entreprises ou les associations visées à l'article 48 peuvent former, dans les mêmes conditions, un recours contre les décisions et recommandations individuelles les concernant ou contre les décisions et recommandations générales qu'elles estiment entachées de détournement de pouvoir à leur égard. Les recours prévus aux deux premiers alinéas du présent article doivent être formés dans le délai d'un mois à compter, suivant le cas, de la notification ou de la publication de la décision ou recommandation. La Cour de justice est compétente dans les mêmes conditions pour se prononcer sur les recours formés par le Parlement européen qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de celui-ci.

Article 34 En cas d'annulation, la Cour renvoie l'affaire devant la Commission. Celle-ci est tenue de prendre les mesures que comporte l'exécution de la décision d'annulation. En cas de préjudice direct et spécial subi par une entreprise ou un groupe d'entreprises du fait d'une décision ou d'une recommandation reconnue par la Cour entachée d'une faute de nature à engager la responsabilité de la Communauté, la Commission est tenue de prendre, en usant des pouvoirs qui lui sont reconnus par des dispositions du présent traité, les mesures propres à assurer une équitable réparation du préjudice résultant directement de la décision ou de la recommandation annulée et d'accorder, en tant que de besoin, une juste indemnité. Si la Commission s'abstient de prendre dans un délai raisonnable les mesures que comporte l'exécution d'une décision d'annulation, un recours en indemnité est ouvert devant la Cour.

Article 35 Dans le cas où la Commission, tenue par une disposition du présent traité ou des règlements d'application de prendre une décision ou de formuler une recommandation, ne se conforme pas à cette obligation, il appartient, selon le cas, aux États, au Conseil ou aux entreprises et associations de la saisir. Il en est de même dans le cas où la Commission, habilitée par une disposition du présent traité ou des règlements d'application à prendre une décision ou à formuler une recommandation, s'en abstient et où cette abstention constitue un détournement de pouvoir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois, la Commission n'a pris aucune décision ou formulé aucune recommandation, un recours peut être formé devant la Cour dans un délai d'un mois contre la décision implicite de refus qui est réputée résulter de ce silence.

Article 36 La Commission, avant de prendre une des sanctions pécuniaires ou de fixer une des astreintes prévues au présent traité, doit mettre l'intéressé en mesure de présenter ses observations. Les sanctions pécuniaires et les astreintes prononcées en vertu des dispositions du présent traité peuvent faire l'objet d'un recours de pleine juridiction. Les requérants peuvent se prévaloir, à l'appui de ce recours, dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 33 du présent traité, de l'irrégularité des décisions et recommandations dont la méconnaissance leur est reprochée.

Article 37 Lorsqu'un État membre estime que, dans un cas déterminé, une action ou un défaut d'action de la Commission est de nature à provoquer dans son économie des troubles fondamentaux et persistants, il peut saisir la Commission. Celle-ci, après consultation du Conseil, reconnaît, s'il y a lieu, l'existence d'une telle situation et décide des mesures à prendre, dans les conditions prévues au présent traité, pour mettre fin à cette situation tout en sauvegardant les intérêts essentiels de la Communauté. Lorsque la Cour est saisie d'un recours fondé sur les dispositions du présent article contre cette décision ou contre la décision explicite ou implicite refusant de

reconnaître l'existence de la situation ci-dessus visée, il lui appartient d'en apprécier le bien-fondé. En cas d'annulation, la Commission est tenue de décider, dans le cadre de l'arrêt de la Cour, des mesures à prendre aux fins prévues au deuxième alinéa du présent article.

Article 38 La Cour peut annuler, à la requête d'un des États membres ou de la Commission, les délibérations du Parlement européen ou du Conseil. La requête doit être formée dans le délai d'un mois à compter de la publication de la délibération du Parlement européen ou de la communication de la délibération du Conseil aux États membres ou à la Commission. Seuls les moyens tirés de l'incompétence ou de la violation des formes substantielles peuvent être invoqués à l'appui d'un tel recours.

Article 39 Les recours formés devant la Cour n'ont pas d'effet suspensif. Toutefois, la Cour peut, si elle estime que les circonstances l'exigent, ordonner le sursis à l'exécution de la décision ou de la recommandation attaquée. Elle peut prescrire toutes autres mesures provisoires nécessaires.

Article 40 Sous réserve des dispositions de l'article 34, premier alinéa, la Cour est compétente pour accorder, sur demande de la partie lésée, une réparation pécuniaire à la charge de la Communauté, en cas de préjudice causé dans l'exécution du présent traité par une faute de service de la Communauté. Elle est également compétente pour accorder une réparation à la charge de la Communauté en cas de préjudice causé par une faute personnelle d'un agent de celle-ci dans l'exercice de ses fonctions. La responsabilité personnelle des agents envers la Communauté est réglée dans les dispositions fixant leur statut ou le régime qui leur est applicable (*). (*) Deuxième alinéa tel que modifié par l'article 26 du traité de fusion. Tous autres litiges nés entre la Communauté et les tiers, en dehors de l'application des clauses du présent traité et des règlements d'application, sont portés devant les tribunaux nationaux.

Article 41 La Cour est seule compétente pour statuer, à titre préjudiciel, sur la validité des délibérations de la Commission et du Conseil, dans le cas où un litige porté devant un tribunal national mettrait en cause cette validité.

Article 42 La Cour est compétente pour statuer en vertu d'une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par la Communauté ou pour son compte.

Article 43 La Cour est compétente pour statuer dans tout autre cas prévu par une disposition additionnelle du présent traité. Elle peut également statuer dans tous les cas en connexité avec l'objet du présent traité où la législation d'un État membre lui attribue compétence.

Article 44 Les arrêts de la Cour ont force exécutoire sur le territoire des États membres, dans les conditions fixées à l'article 92 ci-après.

Article 45 Le statut de la Cour est fixé par un protocole annexé au présent traité. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur demande de la Cour de justice et après consultation de la Commission et du Parlement européen, peut modifier les dispositions du titre III du statut (*) (*) Deuxième alinéa tel qu'ajouté par l'article 5 de l'AUE.

CHAPITRE 5 ()**

(**) Chapitre 5 (articles 45 A à 45 C, anciennement articles 78 sexto et 78 septimo) tel qu'inséré par l'article H, point 14), du TUE.

DE LA COUR DES COMPTES

Article 45 A La Cour des comptes assure le contr_ le des comptes.

Article 45 B 1. La Cour des comptes est composée de quinze membres (*). (*) Paragraphe 1 tel que modifié par l'article 22 de de l'AA A/FIN/SUE dans la version résultant de l'article 13 de la DA AA A/FIN/SUE.

2. Les membres de la Cour des comptes sont choisis parmi des personnalités appartenant ou ayant appartenu dans leurs pays respectifs aux institutions de contr_ le externe ou possédant une qualification particulière pour cette fonction. Ils doivent offrir toutes garanties d'indépendance.

3. . Les membres de la Cour des comptes sont nommés pour six ans par le Conseil, statuant à l'unanimité après consultation du Parlement européen. Toutefois, lors des premières nominations, quatre membres de la Cour des comptes, désignés par voie de tirage au sort, reçoivent un mandat limité à quatre ans. Les membres de la Cour des comptes peuvent être nommés de nouveau. Ils désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour des comptes. Le mandat de celui-ci est renouvelable.

4. . Les membres de la Cour des comptes exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions.

5. . Les membres de la Cour des comptes ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de

- respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages.
6. . En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de membre de la Cour des comptes prennent fin individuellement par démission volontaire ou par démission d'office déclarée par la Cour de justice conformément aux dispositions du paragraphe
 7. . L'intéressé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir. Sauf en cas de démission d'office, les membres de la Cour des comptes restent en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement. 7. Les membres de la Cour des comptes ne peuvent être relevés de leurs fonctions ni déclarés déchus de leur droit à pension ou d'autres avantages en tenant lieu que si la Cour de justice constate, à la demande de la Cour des comptes, qu'ils ont cessé de répondre aux conditions requises ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge.
 8. . Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les conditions d'emploi, et notamment les traitements, indemnités et pensions, du président et des membres de la Cour des comptes. Il fixe également, statuant à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.
 9. . Les dispositions du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes qui sont applicables aux juges de la Cour de justice sont également applicables aux membres de la Cour des comptes.
- Article 45 C 1.** La Cour des comptes examine les comptes de la totalité des recettes et dépenses de la Communauté. Elle examine également les comptes de la totalité des recettes et dépenses de tout organisme créé par la Communauté dans la mesure où l'acte de fondation n'exclut pas cet examen. La Cour des comptes fournit au Parlement européen et au Conseil une déclaration d'assurance concernant la fiabilité des comptes ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.
2. La Cour des comptes examine la légalité et la régularité des recettes et dépenses visées au paragraphe 1 et s'assure de la bonne gestion financière. Le contr_les des recettes s'effectue sur la base des constatations comme des versements des recettes à la Communauté. Le contr_les des dépenses s'effectue sur la base des engagements comme des paiements. Ces contr_les peuvent être effectués avant la cl_ture des comptes de l'exercice budgétaire considéré.
 3. Le contr_les a lieu sur pièces et, au besoin, sur place auprès des autres institutions de la Communauté et dans les États membres. Le contr_les dans les États membres s'effectue en liaison avec les institutions de contr_les nationales ou, si celles-ci ne disposent pas des compétences nécessaires, avec les services nationaux compétents. Ces institutions ou services font connaître à la Cour des comptes s'ils entendent participer au contr_les. Tout document ou toute information nécessaires à l'accomplissement de la mission de la Cour des comptes sont communiqués à celle-ci, sur sa demande, par les autres institutions de la Communauté et par les institutions de contr_les nationales ou, si celles-ci ne disposent pas des compétences nécessaires, par les services nationaux compétents.
 4. La Cour des comptes établit un rapport annuel après la cl_ture de chaque exercice. Ce rapport est transmis aux autres institutions de la Communauté et publié au Journal officiel des Communautés européennes, accompagné des réponses desdites institutions aux observations de la Cour des comptes. La Cour des comptes peut, en outre, présenter à tout moment ses observations, notamment sous forme de rapports spéciaux, sur des questions particulières et rendre des avis à la demande d'une des autres institutions de la Communauté. Elle adopte ses rapports annuels, rapports spéciaux ou avis à la majorité des membres qui la composent. Elle assiste le Parlement européen et le Conseil dans l'exercice de leur fonction de contr_les de l'exécution du budget.
 5. . La Cour des comptes établit, en outre, annuellement un rapport distinct sur la régularité des opérations comptables autres que celles portant sur les dépenses et recettes visées au paragraphe 1 ainsi que sur la régularité de la gestion financière de la Commission relative à ces opérations. Elle établit ce rapport six mois au plus tard après la fin de l'exercice auquel le compte se rapporte et l'adresse à la Commission et au Conseil. La Commission le communique au Parlement européen.

TITRE III Dispositions économiques et sociales

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 46 La Commission peut, à tout moment, consulter les gouvernements, les divers intéressés (entreprises, travailleurs, utilisateurs et négociants) et leurs associations ainsi que tous experts. Les entreprises, les travailleurs, les utilisateurs et négociants, et leurs associations ont qualité pour présenter à la Commission toutes suggestions ou observations sur les questions les concernant. Pour orienter, en fonction

des missions imparties à la Communauté, l'action de tous les intéressés et pour déterminer son action propre, dans les conditions prévues au présent traité, la Commission doit, en recourant aux consultations ci-dessus: effectuer une étude permanente de l'évolution des marchés et des tendances des prix; établir périodiquement des programmes prévisionnels de caractère indicatif portant sur la production, la consommation, l'exportation et l'importation; définir périodiquement des objectifs généraux concernant la modernisation, l'orientation à long terme des fabrications et l'expansion des capacités de production; participer, à la demande des gouvernements intéressés, à l'étude des possibilités de réemploi, dans les industries existantes ou par la création d'activités nouvelles, de la main-d'oeuvre rendue disponible par l'évolution du marché ou les transformations techniques; rassembler les informations nécessaires à l'appréciation des possibilités de relèvement des conditions de vie et de travail de la main-d'oeuvre des industries dont elle a la charge et des risques qui menacent ces conditions de vie. Elle publie les objectifs généraux et les programmes, après les avoir soumis au Comité consultatif. Elle peut rendre publiques les études et informations mentionnées ci-dessus.

Article 47 La Commission peut recueillir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle peut faire procéder aux vérifications nécessaires. La Commission est tenue de ne pas divulguer les informations qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel, et notamment les renseignements relatifs aux entreprises et concernant leurs relations commerciales ou les éléments de leur prix de revient. Sous cette réserve, elle doit publier les données qui sont susceptibles d'être utiles aux gouvernements ou à tous autres intéressés. La Commission peut prononcer, à l'encontre des entreprises qui se soustrairaient aux obligations résultant pour elles des décisions prises en application des dispositions du présent article ou qui fourniraient sciemment des informations fausses, des amendes, dont le montant maximum sera de 1 % du chiffre d'affaires annuel, et des astreintes, dont le montant maximum sera de 5 % du chiffre d'affaires journalier moyen par jour de retard. Toute violation par la Commission du secret professionnel ayant causé un dommage à une entreprise pourra faire l'objet d'une action en indemnité devant la Cour, dans les conditions prévues à l'article 40.

Article 48 Le droit des entreprises de constituer des associations n'est pas affecté par le présent traité. L'adhésion à ces associations doit être libre. Elles peuvent exercer toute activité qui n'est pas contraire aux dispositions du présent traité ou aux décisions ou recommandations de la Commission. Dans les cas où le présent traité prescrit la consultation du Comité consultatif, toute association est en droit de soumettre à la Commission, dans les délais fixés par celle-ci, les observations de ses membres sur l'action envisagée. Pour obtenir les informations qui lui sont nécessaires ou pour faciliter l'exécution des missions qui lui sont confiées, la Commission recourt normalement aux associations de producteurs, à la condition soit qu'elles assurent aux représentants qualifiés des travailleurs et des utilisateurs une participation à leurs organes directeurs ou à des comités consultatifs établis auprès d'elles, soit qu'elles fassent par tout autre moyen, dans leur organisation, une place satisfaisante à l'expression des intérêts des travailleurs et des utilisateurs. Les associations visées à l'alinéa précédent sont tenues de fournir à la Commission les informations que celle-ci estime nécessaires sur leur activité. Les observations visées au deuxième alinéa du présent article et les informations fournies au titre du quatrième alinéa sont également communiquées par les associations au gouvernement intéressé.

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 49 La Commission est habilitée à se procurer les fonds nécessaires à l'accomplissement de sa mission: en établissant des prélèvements sur la production de charbon et d'acier; en contractant des emprunts. Elle peut recevoir à titre gratuit.

Article 50 1. Les prélèvements sont destinés à couvrir: les dépenses administratives prévues à l'article 78; l'aide non remboursable prévue à l'article 56, relatif à la réadaptation; en ce qui concerne les facilités de financement prévues aux articles 54 et 56 et après appel au fonds de réserve, la fraction du service des emprunts de la Commission éventuellement non couverte par le service de ses prêts ainsi que le jeu éventuel de sa garantie aux emprunts souscrits directement par les entreprises; les dépenses consacrées à l'encouragement de la recherche technique et économique dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 55.

2. Les prélèvements sont assis annuellement sur les différents produits en fonction de leur valeur moyenne sans que le taux en puisse excéder 1 %, sauf autorisation préalable du Conseil prise à la majorité des deux tiers. Les conditions d'assiette et de perception sont fixées, en évitant dans toute la mesure possible les taxations cumulatives, par une décision générale de la Commission prise après consultation du Conseil.

3. La Commission peut prononcer, à l'encontre des entreprises qui ne respecteraient pas les décisions prises par elle en application du présent article, des majorations de 5 % au maximum par trimestre de retard.

Article 51 1. Les fonds d'emprunts ne peuvent être utilisés par la Commission que pour consentir des prêts. L'émission des emprunts de la Commission sur les marchés des États membres est soumise aux réglementations en vigueur sur ces marchés. Au cas où la Commission estime nécessaire la garantie d'États membres pour contracter certains emprunts, elle saisit, après consultation du Conseil, le ou les gouvernements intéressés; aucun État n'est tenu de donner sa garantie.

2. La Commission peut, dans les conditions prévues à l'article 54, garantir des emprunts consentis directement aux entreprises par des tiers.

3. La Commission peut aménager ses conditions de prêt ou de garantie en vue de constituer un fonds de réserve destiné exclusivement à réduire le montant éventuel des prélèvements prévus à l'article 50, paragraphe 1, troisième alinéa, sans que les sommes ainsi accumulées puissent être utilisées à des prêts à des entreprises sous quelque forme que ce soit.

5. La Commission n'exerce pas elle-même les activités de caractère bancaire correspondant à ses missions financières.

Article 52 Les États membres prennent toutes dispositions utiles pour assurer, à l'intérieur des territoires visés au premier alinéa de l'article 79 et dans le cadre des modalités adoptées pour les règlements commerciaux, le transfert des fonds provenant des prélèvements, des sanctions pécuniaires et astreintes et du fonds de réserve, dans la mesure nécessaire à leur utilisation pour les objets auxquels ils sont destinés par le présent traité. Les modalités des transferts, tant entre les États membres qu'à destination des pays tiers, résultant des autres opérations financières effectuées par la Commission ou sous sa garantie, feront l'objet d'accords passés par la Commission avec les États membres intéressés ou les organismes compétents sans qu'aucun État membre qui applique une réglementation des changes soit tenu d'assurer des transferts pour lesquels il n'a pas pris d'engagements explicites.

Article 53 Sans préjudice des dispositions de l'article 58 et du chapitre 5 du titre III, la Commission peut: après consultation du Comité consultatif et du Conseil, autoriser l'institution, dans les conditions qu'elle détermine et sous son contrôle, de tous mécanismes financiers communs à plusieurs entreprises qu'elle reconnaît nécessaires à l'exécution des missions définies à l'article 3 et compatibles avec les dispositions du présent traité, en particulier de l'article 65; sur avis conforme du Conseil, statuant à l'unanimité, instituer elle-même tous mécanismes financiers répondant aux mêmes fins. Les mécanismes de même ordre institués ou maintenus par les États membres sont notifiés à la Commission, qui, après consultation du Comité consultatif et du Conseil, adresse aux États intéressés les recommandations nécessaires, au cas où de tels mécanismes sont en tout ou partie contraires à l'application du présent traité.

CHAPITRE 3 INVESTISSEMENTS ET AIDES FINANCIÈRES

Article 54 La Commission peut faciliter la réalisation des programmes d'investissements en consentant des prêts aux entreprises ou en donnant sa garantie aux autres emprunts qu'elles contractent. Sur avis conforme du Conseil, statuant à l'unanimité, la Commission peut concourir par les mêmes moyens au financement de travaux et d'installations qui contribuent directement et à titre principal à accroître la production, abaisser les prix de revient ou faciliter l'écoulement de produits soumis à sa juridiction. Pour favoriser un développement coordonné des investissements, la Commission peut obtenir, conformément aux dispositions de l'article 47, communication préalable des programmes individuels, soit par une demande spéciale adressée à l'entreprise intéressée, soit par une décision définissant la nature et l'importance des programmes qui doivent être communiqués. Elle peut, après avoir donné aux intéressés toutes facilités pour présenter leurs observations, formuler un avis motivé sur ces programmes dans le cadre des objectifs généraux prévus à l'article 46. Sur demande de l'entreprise intéressée, elle est tenue de formuler un tel avis. La Commission notifie l'avis à l'entreprise intéressée et le porte à la connaissance de son gouvernement. La liste des avis est publiée. Si la Commission reconnaît que le financement d'un programme ou l'exploitation des installations qu'il comporte impliqueraient des subventions, aides, protections ou discriminations contraires au présent traité, l'avis défavorable pris par ces motifs vaut décision au sens de l'article 14 et entraîne l'interdiction pour l'entreprise intéressée de recourir, pour la réalisation de ce programme, à d'autres ressources que ses fonds propres. La Commission peut prononcer, à l'encontre des entreprises qui passeraient outre à l'interdiction prévue à l'alinéa précédent, des amendes dont le montant maximum sera égal aux sommes indûment consacrées à la réalisation du programme en cause.

Article 55 1. La Commission doit encourager la recherche technique et économique intéressant la production et le développement de la consommation du charbon et de l'acier ainsi que la sécurité du travail dans ces industries. Elle organise, à cet effet, tous contacts appropriés entre les organismes de recherche existants. 2. Après consultation du Comité consultatif, la Commission peut susciter et faciliter le développement de ces recherches: soit en provoquant un financement en commun par les entreprises intéressées; soit en y consacrant des fonds reçus à titre gratuit; soit, après avis conforme du Conseil, en y affectant des fonds provenant des prélèvements prévus à l'article 50, sans, toutefois, que le plafond défini au paragraphe 1 dudit article puisse être dépassé. Les résultats des recherches financées, dans les conditions prévues aux points b) et c), sont mis à la disposition de l'ensemble des intéressés dans la Communauté. 3. La Commission émet tous avis utiles à la diffusion des améliorations techniques, notamment en ce qui concerne les échanges de brevets et la délivrance des licences d'exploitation.

Article 56 1. Si l'introduction, dans le cadre des objectifs généraux de la Commission, de procédés techniques ou d'équipements nouveaux a pour conséquence une réduction d'une importance exceptionnelle des besoins de main-d'oeuvre des industries du charbon ou de l'acier entraînant dans une ou plusieurs régions des difficultés particulières dans le réemploi de la main-d'oeuvre rendue disponible, la Commission, sur la demande des gouvernements intéressés: prend l'avis du Comité consultatif; peut faciliter, suivant les modalités prévues à l'article 54, soit dans les industries relevant de sa juridiction, soit sur avis conforme du Conseil dans toute autre industrie, le financement des programmes, approuvés par elle, de création d'activités nouvelles économiquement saines et susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible; consent une aide non remboursable pour contribuer: aux versements d'indemnités permettant à la main-d'oeuvre d'attendre d'être remplacée; à l'attribution aux travailleurs d'allocations pour frais de réinstallation; au financement de la rééducation professionnelle des travailleurs amenés à changer d'emploi. La Commission subordonne l'octroi d'une aide non remboursable au versement par l'État intéressé d'une contribution spéciale au moins équivalente au montant de cette aide, sauf dérogation autorisée par le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers. 2. Si des changements profonds des conditions d'écoulement dans les industries du charbon ou de l'acier, qui ne sont pas directement liés à l'établissement du marché commun, placent certaines entreprises dans la nécessité de cesser, de réduire ou de changer leur activité, de façon définitive, la Commission, sur la demande des gouvernements intéressés: peut faciliter, suivant les modalités prévues à l'article 54, soit dans les industries relevant de sa juridiction, soit sur avis conforme du Conseil dans toute autre industrie, le financement des programmes, approuvés par elle, de création d'activités nouvelles économiquement saines ou de transformation d'entreprises, susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible; peut consentir une aide non remboursable pour contribuer: au versement d'indemnités permettant à la main-d'oeuvre d'attendre d'être remplacée; à assurer, par des allocations aux entreprises, le paiement de leur personnel en cas de mise en congé temporaire nécessitée par leur changement d'activité; à l'attribution aux travailleurs d'allocations pour frais de réinstallation; au financement de la rééducation professionnelle des travailleurs amenés à changer d'emploi. La Commission subordonne l'octroi d'une aide non remboursable au versement par l'État intéressé d'une contribution spéciale au moins équivalente au montant de cette aide, sauf dérogation autorisée par le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (*). (*) Paragraphe 2 ajouté selon la procédure prévue à l'article 95, troisième et quatrième alinéas, du présent traité (JO 33 du 16.5.1960).

CHAPITRE 4

PRODUCTION

Article 57 Dans le domaine de la production, la Commission recourt de préférence aux modes d'action indirects qui sont à sa disposition, tels que: la coopération avec les gouvernements pour régulariser ou influencer la consommation générale, en particulier celle des services publics; les interventions en matière de prix et de politique commerciale prévues par le présent traité.

Article 58 1. En cas de réduction de la demande, si la Commission estime que la Communauté se trouve en présence d'une période de crise manifeste et que les moyens d'action prévus à l'article 57 ne permettent pas d'y faire face, elle doit, après consultation du Comité consultatif et sur avis conforme du Conseil, instaurer un régime de quotas de production accompagné, en tant que de besoin, des mesures prévues à l'article 74. À défaut d'initiative de la Commission, l'un des États membres peut saisir le Conseil, qui, statuant à l'unanimité, peut prescrire à la Commission l'instauration d'un régime de quotas.

2. La Commission, sur la base d'études faites en liaison avec les entreprises et les associations d'entreprises, établit les quotas sur une base équitable, compte tenu des principes définis aux articles 2, 3 et 4. Elle peut, notamment, régler le taux de marche des entreprises par des prélèvements appropriés sur les tonnages dépassant

un niveau de référence défini par une décision générale. Les sommes ainsi obtenues sont affectées au soutien des entreprises dont le rythme de production est ralenti au-dessous de la mesure envisagée, en vue, notamment, d'assurer autant que possible le maintien de l'emploi dans ces entreprises.

3. Le régime des quotas prend fin sur proposition adressée au Conseil par la Commission, après consultation du Comité consultatif, ou par le gouvernement d'un des États membres, sauf décision contraire du Conseil, à l'unanimité si la proposition émane de la Commission et à la majorité simple si elle émane d'un gouvernement. La fin du régime des quotas fait l'objet d'une publication par les soins de la Commission.

4. La Commission peut prononcer, à l'encontre des entreprises qui violeraient les décisions prises par elle en application du présent article, des amendes dont le montant est égal au maximum à la valeur des productions irrégulières.

Article 59 1. Si la Commission constate, après consultation du Comité consultatif, que la Communauté se trouve en présence d'une pénurie sérieuse de certains ou de l'ensemble des produits soumis à sa juridiction et que les moyens d'action prévus à l'article 57 ne permettent pas d'y faire face, elle doit saisir le Conseil de cette situation et, sauf décision contraire de celui-ci, statuant à l'unanimité, lui proposer les mesures nécessaires. À défaut d'initiative de la Commission, le Conseil peut être saisi par l'un des États membres et, par une décision prise à l'unanimité, reconnaître l'existence de la situation prévue ci-dessus.

2. Le Conseil, statuant à l'unanimité, décide, sur proposition de la Commission et en consultation avec elle, d'une part, des priorités d'utilisation et, d'autre part, de la répartition des ressources de la Communauté en charbon et en acier entre les industries soumises à sa juridiction, l'exportation et les autres consommations. En fonction des priorités d'utilisation ainsi décidées, la Commission établit, après consultation des entreprises intéressées, les programmes de fabrication que les entreprises sont tenues d'exécuter.

3. À défaut d'une décision unanime du Conseil sur les mesures visées au paragraphe 2, la Commission procède elle-même, en fonction des consommations et des exportations et indépendamment de la localisation des productions, à la répartition des ressources de la Communauté entre les États membres. Dans chacun des États membres, la répartition des ressources attribuées par la Commission est faite sous la responsabilité du gouvernement, sans qu'elle puisse affecter les livraisons prévues à d'autres États membres, et sous réserve de consultations avec la Commission en ce qui concerne les parts affectées à l'exportation et à la marche des industries du charbon et de l'acier. Si la part affectée à l'exportation par un gouvernement est réduite par rapport aux bases retenues dans l'attribution totale faite à l'État membre en cause, la Commission, lors du renouvellement des opérations de répartition, redistribuera, en tant que de besoin, entre les États membres les ressources ainsi dégagées pour la consommation. Si une réduction relative dans la part affectée par un gouvernement à la marche des industries du charbon ou de l'acier a pour conséquence une réduction dans une production de la Communauté, l'attribution des produits correspondants faite à l'État membre en cause lors du renouvellement des opérations de répartition sera réduite à concurrence de la réduction de production qui lui est imputable.

4. Dans tous les cas, la Commission a la charge de répartir entre les entreprises, sur une base équitable, les quantités attribuées aux industries de sa juridiction, sur la base d'études faites en liaison avec les entreprises et les associations d'entreprises.

5. Dans la situation prévue au paragraphe 1 du présent article, l'établissement, dans l'ensemble des États membres, de restrictions aux exportations à destination des pays tiers peut être décidé par la Commission, conformément aux dispositions de l'article 57, après consultation du Comité consultatif et sur avis conforme du Conseil, ou, à défaut d'initiative de la Commission, par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition d'un gouvernement.

6. La Commission peut mettre fin au régime institué en conformité du présent article après consultation du Comité consultatif et du Conseil. Elle ne peut passer outre à un avis défavorable du Conseil, si cet avis a été pris à l'unanimité. À défaut d'initiative de la Commission, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut mettre fin à ce régime.

7. La Commission peut prononcer à l'encontre des entreprises qui violeraient les décisions prises en application du présent article des amendes dont le montant ne peut excéder le double de la valeur des fabrications ou des livraisons prescrites et non exécutées ou détournées de leur emploi régulier.

CHAPITRE 5

PRIX

Article 60 1. Sont interdites en matière de prix les pratiques contraires aux articles 2, 3 et 4, et notamment: les pratiques déloyales de concurrence, en particulier les baisses de prix purement temporaires ou purement locales tendant, à l'intérieur du marché commun, à l'acquisition d'une position de monopole; les pratiques

discriminatoires comportant, dans le marché commun, l'application par un vendeur de conditions inégales à des transactions comparables, notamment suivant la nationalité des acheteurs. La Commission pourra définir, par décisions prises après consultation du Comité consultatif et du Conseil, les pratiques visées par cette interdiction.

2. Aux fins énoncées ci-dessus: les barèmes des prix et conditions de vente appliqués sur le marché commun par les entreprises doivent être rendus publics, dans la mesure et dans les formes prescrites par la Commission, après consultation du Comité consultatif; si la Commission reconnaît que le choix, par une entreprise, du point sur la base duquel elle établit son barème présente un caractère anormal et permet notamment d'é luder les dispositions du point b) ci-dessous, elle adresse à cette entreprise les recommandations appropriées; les modes de cotation appliqués ne doivent pas avoir pour effet d'introduire dans les prix pratiqués par une entreprise sur le marché commun, ramenés à leur équivalent au départ du point choisi pour l'établissement de son barème: des majorations par rapport au prix prévu par ledit barème pour une transaction comparable; ou des rabais sur ce prix dont le montant excède: soit la mesure permettant d'aligner l'offre faite sur le barème, établi sur la base d'un autre point, qui procure à l'acheteur les conditions les plus avantageuses au lieu de livraison; soit les limites fixées pour chaque catégorie de produits, en tenant compte éventuellement de leur origine et de leur destination, par décisions de la Commission prises après avis du Comité consultatif. Ces décisions interviennent quand leur nécessité apparaît, pour éviter des perturbations dans l'ensemble ou dans une partie du marché commun, ou des déséquilibres qui résulteraient d'une divergence entre les modes de cotation utilisés pour un produit et pour les matières qui entrent dans sa fabrication. Elles ne font pas obstacle à ce que les entreprises alignent leurs offres sur les conditions offertes par des entreprises extérieures à la Communauté, à condition que ces transactions soient notifiées à la Commission, qui peut, en cas d'abus, limiter ou supprimer, à l'égard des entreprises en cause, le bénéfice de cette dérogation.

Article 61 Sur la base d'études faites en liaison avec les entreprises et les associations d'entreprises, conformément aux dispositions de l'article 46, premier alinéa, et de l'article 48, troisième alinéa, et après consultation du Comité consultatif et du Conseil, tant sur l'opportunité de ces mesures que sur le niveau de prix qu'elles déterminent, la Commission peut fixer, pour un ou plusieurs produits soumis à sa juridiction: des prix maxima à l'intérieur du marché commun, si elle reconnaît qu'une telle décision est nécessaire pour atteindre les objectifs définis à l'article 3, notamment en son point c); des prix minima à l'intérieur du marché commun, si elle reconnaît l'existence ou l'imminence d'une crise manifeste et la nécessité d'une telle décision pour atteindre les objectifs définis à l'article 3; après consultation des associations des entreprises intéressées ou de ces entreprises elles-mêmes et suivant des modalités adaptées à la nature des marchés extérieurs, des prix minima ou maxima à l'exportation, si une telle action est susceptible d'un contr_ le efficace et apparaît nécessaire, tant en raison des dangers résultant pour les entreprises de la situation du marché que pour faire prévaloir dans les relations économiques internationales l'objectif défini à l'article 3, point f), et sans préjudice, en cas de fixation de prix minima, de l'application des dispositions prévues à l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa. Dans la fixation des prix, la Commission doit tenir compte de la nécessité d'assurer la capacité concurrentielle tant des industries du charbon ou de l'acier que des industries utilisatrices, suivant les principes définis à l'article 3, point c). À défaut d'initiative de la Commission, dans les circonstances prévues ci-dessus, le gouvernement d'un des États membres peut saisir le Conseil qui, par décision prise à l'unanimité, peut inviter la Commission à fixer de tels maxima ou minima.

Article 62 Lorsque la Commission estime qu'une telle action est la plus appropriée pour éviter que le prix du charbon ne s'établisse au niveau du coût de production des mines les plus coûteuses à exploiter dont le maintien en service est reconnu temporairement nécessaire à l'accomplissement des missions définies à l'article 3, la Commission peut, après avis du Comité consultatif, autoriser des compensations: entre entreprises d'un même bassin auxquelles s'appliquent les mêmes barèmes: après consultation du Conseil, entre entreprises situées dans des bassins différents. Lesdites compensations peuvent, en outre, être instituées dans les conditions prévues à l'article 53.

Article 63 1. Si la Commission constate que des discriminations sont systématiquement exercées par des acheteurs, notamment en vertu de clauses régissant les marchés passés par des organismes dépendant des pouvoirs publics, elle adresse aux gouvernements intéressés les recommandations nécessaires.

2. Dans la mesure où elle l'estime nécessaire, la Commission peut décider que: les entreprises devront établir leurs conditions de vente de telle sorte que leurs acheteurs et leurs commissionnaires s'obligent à se conformer aux règles posées par la Commission en application des dispositions du présent chapitre; les entreprises seront rendues responsables des infractions aux obligations ainsi contractées commises par leurs agents directs ou les commissionnaires traitant pour le compte desdites entreprises. Elle pourra, en cas d'infraction commise par un acheteur aux obligations ainsi contractées, limiter, dans une mesure qui pourra, en cas de récidive, comporter une

interdiction temporaire, le droit des entreprises de la Communauté de traiter avec ledit acheteur. Dans ce cas, et sans préjudice des dispositions de l'article 33, un recours sera ouvert à l'acheteur devant la Cour.

3. En outre, la Commission est habilitée à adresser aux États membres intéressés toutes recommandations appropriées en vue d'assurer le respect des règles posées en application des dispositions de l'article 60, paragraphe 1, par toute entreprise ou organisme exerçant une activité de distribution dans le domaine du charbon ou de l'acier.

Article 64 La Commission peut prononcer à l'encontre des entreprises qui violeraient les dispositions du présent chapitre ou les décisions prises pour son application des amendes à concurrence du double de la valeur des ventes irrégulières. En cas de récidive, le maximum ci-dessus est doublé.

CHAPITRE 6

ENTENTES ET CONCENTRATIONS

Article 65 1. Sont interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées qui tendraient, sur le marché commun, directement ou indirectement, à empêcher, restreindre ou fausser le jeu normal de la concurrence, et en particulier: à fixer ou à déterminer les prix; à restreindre ou à contrôler la production, le développement technique ou les investissements; à répartir les marchés, produits, clients ou sources d'approvisionnement.

2. Toutefois, la Commission autorise, pour des produits déterminés, des accords de spécialisation ou des accords d'achat ou de vente en commun, si elle reconnaît: que cette spécialisation, ou ces achats, ou ces ventes en commun contribueront à une amélioration notable dans la production ou la distribution des produits visés, que l'accord en cause est essentiel pour obtenir ces effets sans qu'il soit d'un caractère plus restrictif que ne l'exige son objet et qu'il n'est pas susceptible de donner aux entreprises intéressées le pouvoir de déterminer les prix et de contrôler ou de limiter la production ou les débouchés d'une partie substantielle des produits en cause dans le marché commun ni de les soustraire à une concurrence effective d'autres entreprises dans le marché commun. Si la Commission reconnaît que certains accords sont strictement analogues, quant à leur nature et à leurs effets, aux accords visés ci-dessus, compte tenu notamment de l'application du présent paragraphe aux entreprises de distribution, elle les autorise également lorsqu'elle reconnaît qu'ils satisfont aux mêmes conditions. Les autorisations peuvent être accordées à des conditions déterminées et pour une période limitée. Dans ce cas, la Commission renouvelle l'autorisation une ou plusieurs fois si elle constate qu'au moment du renouvellement les conditions prévues aux points a) à c) ci-dessus continuent d'être remplies. La Commission révoque l'autorisation ou en modifie les termes si elle reconnaît que, par l'effet d'un changement dans les circonstances, l'accord ne répond plus aux conditions prévues ci-dessus ou que les conséquences effectives de cet accord ou de son application sont contraires aux conditions requises pour son application. Les décisions comportant octroi, renouvellement, modifications, refus ou révocation d'autorisation ainsi que leurs motifs doivent être publiés, sans que les limitations édictées par l'article 47, deuxième alinéa, soient applicables en pareil cas.

3. La Commission peut obtenir, conformément aux dispositions de l'article 47, toutes informations nécessaires à l'application du présent article, soit par demande spéciale adressée aux intéressés, soit par un règlement définissant la nature des accords, décisions ou pratiques qui ont à lui être communiqués.

4. Les accords ou décisions interdits en vertu du paragraphe 1 du présent article sont nuls de plein droit et ne peuvent être invoqués devant aucune juridiction des États membres. La Commission a compétence exclusive, sous réserve des recours devant la Cour, pour se prononcer sur la conformité avec les dispositions du présent article desdits accords ou décisions.

5. La Commission peut prononcer contre les entreprises qui auraient conclu un accord nul de plein droit, appliqué ou tenté d'appliquer, par voie d'arbitrage, dédit, boycott ou tout autre moyen, un accord ou une décision nuls de plein droit ou un accord dont l'approbation a été refusée ou révoquée, ou qui obtiendraient le bénéfice d'une autorisation au moyen d'informations sciemment fausses ou déformées, ou qui se livreraient à des pratiques contraires aux dispositions du paragraphe 1, des amendes et astreintes au maximum égales au double du chiffre d'affaires réalisé sur les produits ayant fait l'objet de l'accord, de la décision ou de la pratique contraires aux dispositions du présent article, sans préjudice, si cet objet est de restreindre la production, le développement technique ou les investissements, d'un relèvement du maximum ainsi déterminé à concurrence de 10 % du chiffre d'affaires annuel des entreprises en cause, en ce qui concerne l'amende, et de 20 % du chiffre d'affaires journalier, en ce qui concerne les astreintes.

Article 66 1. Est soumise à autorisation préalable de la Commission, sous réserve des dispositions du paragraphe 3, toute opération ayant elle-même pour effet direct ou indirect, à l'intérieur des territoires visés au premier alinéa de l'article 79 et du fait d'une personne ou d'une entreprise, d'un groupe de personnes ou d'entreprises, une

concentration entre entreprises dont l'une au moins relève de l'application de l'article 80, que l'opération soit relative à un même produit ou à des produits différents, qu'elle soit effectuée par fusion, acquisition d'actions ou d'éléments d'actifs, prêt, contrat ou tout autre moyen de contr_le. Pour l'application des dispositions ci-dessus, la Commission définit par un règlement, établi après consultation du Conseil, les éléments qui constituent le contr_le d'une entreprise.

2. La Commission accorde l'autorisation visée au paragraphe précédent, si elle reconnaît que l'opération envisagée ne donnera pas aux personnes ou aux entreprises intéressées, en ce qui concerne celui ou ceux des produits en cause qui relèvent de sa juridiction, le pouvoir: de déterminer les prix, contr_ler ou restreindre la production ou la distribution, ou faire obstacle au maintien d'une concurrence effective, sur une partie importante du marché desdits produits, ou d'échapper, notamment en établissant une position artificiellement privilégiée et comportant un avantage substantiel dans l'accès aux approvisionnements ou aux débouchés, aux règles de concurrence résultant de l'application du présent traité. Dans cette appréciation et conformément au principe de nondiscrimination énoncé à l'article 4, point b), la Commission tient compte de l'importance des entreprises de même nature existant dans la Communauté, dans la mesure qu'elle estime justifiée pour éviter ou corriger les désavantages résultant d'une inégalité dans les conditions de concurrence. La Commission peut subordonner l'autorisation à toutes conditions qu'elle estime appropriées aux fins du présent paragraphe. Avant de se prononcer sur une opération affectant des entreprises dont l'une au moins échappe à l'application de l'article 80, la Commission recueille les observations du gouvernement intéressé.

3. La Commission exempte de l'obligation d'autorisation préalable les catégories d'opérations dont elle reconnaît que, par l'importance des actifs ou entreprises qu'elles affectent, considérée en liaison avec la nature de la concentration qu'elles réalisent, elles doivent être réputées conformes aux conditions requises par le paragraphe 2. Le règlement, établi à cet effet après avis conforme du Conseil, fixe également les conditions auxquelles cette exemption est soumise.

4. Sans préjudice de l'application de l'article 47 à l'égard des entreprises relevant de sa juridiction, la Commission peut, soit par un règlement établi après consultation du Conseil et définissant la nature des opérations qui ont à lui être communiquées, soit par demande spéciale adressée aux intéressés dans le cadre de ce règlement, obtenir des personnes physiques ou morales ayant acquis ou regroupé, ou devant acquérir ou regrouper les droits ou actifs en cause, toutes informations nécessaires à l'application du présent article sur les opérations susceptibles de produire l'effet visé au paragraphe 1.

5. Si une concentration vient à être réalisée, dont la Commission reconnaît qu'elle a été effectuée en infraction aux dispositions du paragraphe 1 et satisfait néanmoins aux conditions prévues par le paragraphe 2, elle subordonne l'approbation de cette concentration au versement, par les personnes ayant acquis ou regroupé les droits ou actifs en cause, de l'amende prévue au paragraphe 6, deuxième alinéa, sans que le montant puisse être inférieur à la moitié du maximum prévu audit alinéa dans les cas où il apparaît clairement que l'autorisation devait être demandée. À défaut de ce versement, la Commission applique les mesures prévues ci-après en ce qui concerne les concentrations reconnues illicites. Si une concentration vient à être réalisée, dont la Commission reconnaît qu'elle ne peut satisfaire aux conditions générales ou particulières auxquelles une autorisation au titre du paragraphe 2 serait subordonnée, elle constate par décision motivée le caractère illicite de cette concentration et, après avoir mis les intéressés en mesure de présenter leurs observations, ordonne la séparation des entreprises ou des actifs indûment réunis ou la cessation du contr_le commun et toute autre action qu'elle estime appropriée pour rétablir l'exploitation indépendante des entreprises ou des actifs en cause et restaurer des conditions normales de concurrence. Toute personne directement intéressée peut former contre ces décisions un recours dans les conditions prévues à l'article 33. Par dérogation audit article, la Cour a pleine compétence pour apprécier si l'opération réalisée a le caractère d'une concentration au sens du paragraphe 1 du présent article et des règlements pris en application du même paragraphe. Ce recours est suspensif. Il ne peut être formé qu'une fois ordonnées les mesures ci-dessus prévues, sauf accord donné par la Commission à l'introduction d'un recours distinct contre la décision déclarant l'opération illicite. La Commission peut, à tout moment, et sauf application éventuelle des dispositions de l'article 39, troisième alinéa, prendre ou provoquer les mesures conservatoires qu'elle estime nécessaires pour sauvegarder les intérêts des entreprises concurrentes et des tiers et pour prévenir toute action susceptible de faire obstacle à l'exécution de ses décisions. Sauf décision contraire de la Cour, les recours ne suspendent pas l'application des mesures conservatoires ainsi arrêtées. La Commission accorde aux intéressés, pour exécuter ses décisions, un délai raisonnable au-delà duquel elle peut imposer des astreintes journalières à concurrence de un pour mille de la valeur des droits ou actifs en cause. En outre, à défaut par les intéressés de remplir leurs obligations, la Commission prend elle-même des mesures d'exécution et peut notamment suspendre l'exercice, dans les entreprises relevant de sa juridiction, des droits attachés aux actifs

irrégulièrement acquis, provoquer la nomination par autorité de justice d'un administrateur séquestre pour ces actifs, en organiser la vente forcée, dans des conditions préservant les intérêts légitimes de leurs propriétaires, annuler, à l'égard des personnes physiques ou morales ayant acquis, par l'effet de l'opération illicite, les droits ou actifs en cause, les actes, décisions, résolutions ou délibérations des organes dirigeants des entreprises soumises à un contrat irrégulièrement établi. La Commission est, en outre, habilitée à adresser aux États membres intéressés les recommandations nécessaires pour obtenir, dans le cadre des législations nationales, l'exécution des mesures prévues aux alinéas précédents. Dans l'exercice de ses pouvoirs, la Commission tient compte des droits des tiers acquis de bonne foi.

6. La Commission peut imposer des amendes à concurrence de: 3 % de la valeur des actifs acquis ou regroupés, ou devant être acquis ou regroupés, aux personnes physiques ou morales qui se seraient soustraites aux obligations prévues par le paragraphe 4; 10 % de la valeur des actifs acquis ou regroupés, aux personnes physiques ou morales qui se seraient soustraites aux obligations prévues par le paragraphe 1, ce maximum étant relevé, au-delà du douzième mois qui suit la réalisation de l'opération, d'un vingt-quatrième par mois supplémentaire écoulé jusqu'à la constatation de l'infraction par la Commission; 10 % de la valeur des actifs acquis ou regroupés, ou devant être acquis ou regroupés, aux personnes physiques ou morales qui auraient obtenu ou tenté d'obtenir le bénéfice des dispositions prévues au paragraphe 2 au moyen d'informations fausses ou déformées; 15 % de la valeur des actifs acquis ou regroupés, aux entreprises relevant de sa juridiction qui auraient participé ou se seraient prêtées à la réalisation d'opérations contraires aux dispositions du présent article. Un recours est ouvert devant la Cour, dans les conditions de l'article 36, au profit des personnes qui sont l'objet des sanctions prévues au présent paragraphe.
7. Si la Commission reconnaît que des entreprises publiques ou privées qui, en droit ou en fait, ont ou acquièrent, sur le marché d'un des produits relevant de sa juridiction, une position dominante qui les soustrait à une concurrence effective dans une partie importante du marché commun, utilisent cette position à des fins contraires aux objectifs du présent traité, elle leur adresse toutes recommandations propres à obtenir que cette position ne soit pas utilisée à ces fins. À défaut d'exécution satisfaisante desdites recommandations dans un délai raisonnable, la Commission, par décisions prises en consultation avec le gouvernement intéressé, et sous les sanctions prévues respectivement aux articles 58, 59 et 64, fixe les prix et conditions de vente à appliquer par l'entreprise en cause, ou établit des programmes de fabrication ou des programmes de livraison à exécuter par elle.

CHAPITRE 7

ATTEINTES AUX CONDITIONS DE LA CONCURRENCE

Article 67 1. Toute action d'un État membre susceptible d'exercer une répercussion sensible sur les conditions de la concurrence dans les industries du charbon ou de l'acier doit être portée à la connaissance de la Commission par le gouvernement intéressé.

2. Si une telle action est de nature, en élargissant substantiellement, autrement que par variation des rendements, les différences de coûts de production, à provoquer un déséquilibre grave, la Commission, après consultation du Comité consultatif et du Conseil, peut prendre les mesures suivantes: si l'action de cet État comporte des effets dommageables pour les entreprises de charbon ou d'acier relevant de la juridiction dudit État, la Commission peut l'autoriser à leur octroyer une aide dont le montant, les conditions et la durée sont fixés en accord avec elle. Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de variation des salaires et des conditions de travail qui auraient les mêmes effets, même si elles ne résultent pas d'une action de l'État; si l'action de cet État comporte des effets dommageables pour les entreprises de charbon ou d'acier relevant de la juridiction des autres États membres, la Commission lui adresse une recommandation en vue d'y remédier par les mesures qu'il estimera les plus compatibles avec son propre équilibre économique.

3. Si l'action de cet État réduit les différences de coût de production en apportant un avantage spécial ou en imposant des charges spéciales aux entreprises de charbon ou d'acier relevant de sa juridiction par comparaison avec les autres industries du même pays, la Commission est habilitée, après consultation du Comité consultatif et du Conseil, à adresser à cet État les recommandations nécessaires.

CHAPITRE 8

SALAIRES ET MOUVEMENTS DE LA MAIN-D'OEUVRE

Article 68 1. Les modes de fixation des salaires et des prestations sociales en usage dans les différents États membres ne sont pas affectés en ce qui concerne les industries du charbon et de l'acier, par application du présent traité, sous réserve des dispositions suivantes.

2. Lorsque la Commission reconnaît que des prix anormalement bas pratiqués dans une ou plusieurs entreprises résultent de salaires fixés par ces entreprises à un niveau anormalement bas eu égard au niveau des salaires pratiqués dans la même région, elle adresse à celle-ci, après avis du Comité consultatif, les recommandations nécessaires. Si les salaires anormalement bas résultent de décisions gouvernementales, la Commission entre en consultation avec le gouvernement intéressé, auquel, à défaut d'accord, elle peut, après avis du Comité consultatif, adresser une recommandation.

3. Lorsque la Commission reconnaît qu'une baisse des salaires, tout à la fois, entraîne une baisse du niveau de vie de la main-d'oeuvre et est employée comme moyen d'ajustement économique permanent des entreprises ou de concurrence entre les entreprises, elle adresse à l'entreprise ou au gouvernement intéressé, après avis du Comité consultatif, une recommandation en vue d'assurer, à la charge des entreprises, des avantages à la main-d'oeuvre compensant cette baisse. Cette disposition ne s'applique pas: aux mesures d'ensemble appliquées par un État membre pour établir son équilibre extérieur, sans préjudice, dans ce dernier cas, de l'application éventuelle des dispositions prévues à l'article 67; aux baisses de salaires résultant de l'application de l'échelle mobile légalement ou contractuellement établie; aux baisses de salaires provoquées par une baisse du coût de la vie; aux baisses de salaires qui corrigeraient les hausses anormales antérieurement intervenues dans des circonstances exceptionnelles qui ont cessé de produire leurs effets.

4. En dehors des cas prévus aux points a) et b) du paragraphe précédent, toute baisse de salaires affectant l'ensemble ou une fraction notable de la main-d'oeuvre d'une entreprise doit être notifiée à la Commission. 5. Les recommandations prévues aux paragraphes précédents ne peuvent être faites par la Commission qu'après consultation du Conseil, sauf si elles sont adressées à des entreprises qui n'atteindraient pas une importance définie par la Commission en accord avec le Conseil. Lorsqu'une modification, dans un des États membres, des dispositions relatives au financement de la sécurité sociale ou des moyens de lutte contre le chômage et les effets du chômage ou une variation des salaires produit les effets visés à l'article 67, paragraphes 2 et 3, la Commission est habilitée à appliquer les dispositions prévues audit article. 6. Au cas où les entreprises ne se conformeraient pas aux recommandations qui leur sont adressées en application du présent article, la Commission peut leur infliger des amendes et des astreintes à concurrence du double des économies de frais de main-d'oeuvre indûment réalisées.

Article 69 1. Les États membres s'engagent à écarter toute restriction, fondée sur la nationalité, à l'emploi dans les industries du charbon et de l'acier, à l'égard des travailleurs nationaux d'un des États membres de qualification confirmée dans les professions du charbon et de l'acier, sous réserve des limitations qui résultent des nécessités fondamentales de santé et d'ordre public.

2. Pour l'application de cette disposition, ils établiront une définition commune des spécialités et des conditions de qualification, détermineront d'un commun accord les limitations prévues au paragraphe précédent et rechercheront les procédés techniques permettant la mise en contact des offres et des demandes d'emploi dans l'ensemble de la Communauté.

3. En outre, pour les catégories de travailleurs non prévues au paragraphe précédent et au cas où un développement de production dans l'industrie du charbon et de l'acier serait freiné par une pénurie de main-d'oeuvre appropriée, ils adapteront leurs réglementations relatives à l'immigration dans la mesure nécessaire pour mettre fin à cette situation; en particulier, ils faciliteront le réemploi des travailleurs en provenance des industries du charbon et de l'acier d'autres États membres.

4. Ils interdiront toute discrimination dans la rémunération et les conditions de travail entre travailleurs nationaux et travailleurs immigrés, sans préjudice des mesures spéciales intéressant les travailleurs frontaliers; en particulier, ils rechercheront entre eux tous arrangements qui demeureraient nécessaires pour que les dispositions relatives à la sécurité sociale ne fassent pas obstacle aux mouvements de main-d'oeuvre.

5. La Commission doit orienter et faciliter l'action des États membres pour l'application des mesures prévues au présent article.

6. Le présent article ne porte pas atteinte aux obligations internationales des États membres.

CHAPITRE 9

TRANSPORTS

Article 70 Il est reconnu que l'établissement du marché commun rend nécessaire l'application de tarifs de transport du charbon et de l'acier de nature à offrir des conditions de prix comparables aux utilisateurs placés dans des conditions comparables. Sont notamment interdites, pour le trafic entre les États membres, les discriminations, dans les prix et conditions de transport de toute nature, fondées sur le pays d'origine ou de destination des produits. La suppression de ces discriminations comporte en particulier l'obligation d'appliquer

aux transports de charbon et d'acier, en provenance ou à destination d'un autre pays de la Communauté, les barèmes, prix et dispositions tarifaires de toute nature applicables aux transports intérieurs de la même marchandise, lorsque celle-ci emprunte le même parcours. Les barèmes, prix et dispositions tarifaires de toute nature appliqués aux transports de charbon et d'acier à l'intérieur de chaque État membre et entre les États membres sont publiés ou portés à la connaissance de la Commission. L'application de mesures tarifaires intérieures spéciales, dans l'intérêt d'une ou de plusieurs entreprises productrices de charbon ou d'acier, est soumise à l'accord préalable de la Commission, qui s'assure de leur conformité avec les principes du présent traité; elle peut donner un accord temporaire ou conditionnel. Sous réserve des dispositions du présent article ainsi que des autres dispositions du présent traité, la politique commerciale des transports, notamment l'établissement et la modification des prix et conditions de transport de toute nature, ainsi que les aménagements de prix de transport tendant à assurer l'équilibre financier des entreprises de transport restent soumis aux dispositions législatives ou réglementaires de chacun des États membres; il en est de même pour les mesures de coordination ou de concurrence entre les divers modes de transport ou entre les diverses voies d'acheminement.

CHAPITRE

10 POLITIQUE COMMERCIALE

Article 71 La compétence des gouvernements des États membres en matière de politique commerciale n'est pas affectée par l'application du présent traité, sauf dispositions contraires de celui-ci. Les pouvoirs attribués à la Communauté par le présent traité en matière de politique commerciale à l'égard des pays tiers ne peuvent excéder ceux qui sont reconnus aux États membres par les accords internationaux auxquels ils sont parties, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 75. Les gouvernements des États membres se prêtent mutuellement le concours nécessaire pour l'application des mesures reconnues par la Commission conformes au présent traité et aux accords internationaux en vigueur. La Commission est habilitée à proposer aux États membres intéressés les méthodes par lesquelles ce concours mutuel peut être assuré.

Article 72 Des taux minima, au-dessous desquels les États membres s'engagent à ne pas abaisser leurs droits de douane sur le charbon et l'acier à l'égard des pays tiers, et des taux maxima, au-dessus desquels ils s'engagent à ne pas les élever, peuvent être fixés par décision du Conseil, prise à l'unanimité sur proposition de la Commission, présentée à son initiative ou sur demande d'un État membre. Entre les limites fixées par ladite décision, chaque gouvernement détermine ses tarifs suivant sa procédure nationale. La Commission peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un des États membres, émettre un avis tendant à la modification des tarifs dudit État.

Article 73 L'administration des licences d'importation et d'exportation dans les relations avec les pays tiers relève du gouvernement sur le territoire duquel se situe le point de destination des importations ou le point d'origine des exportations. La Commission est habilitée à veiller sur l'administration et le contrôle desdites licences en matière de charbon et d'acier. Elle adresse, en tant que de besoin, aux États membres, après consultation du Conseil, des recommandations, tant pour éviter que les dispositions adoptées n'aient un caractère plus restrictif que ne l'exige la situation qui en justifie l'établissement ou le maintien que pour assurer une coordination des mesures prises au titre de l'article 71, troisième alinéa, et de l'article 74.

Article 74 Dans les cas énumérés ci-dessous, la Commission est habilitée à prendre toutes mesures conformes au présent traité, et en particulier aux objectifs définis à l'article 3, et à adresser aux gouvernements toutes recommandations conformes aux dispositions de l'article 71, deuxième alinéa: si des procédés de dumping ou d'autres pratiques condamnées par la charte de La Havane sont constatés à la charge de pays non membres de la Communauté ou d'entreprises situées dans ces pays; si une différence entre les offres faites par des entreprises échappant à la juridiction de la Communauté et par les entreprises relevant de sa juridiction est exclusivement imputable au fait que les offres des premières sont fondées sur des conditions de concurrence contraires aux dispositions du présent traité; si l'un des produits énumérés à l'article 81 du présent traité est importé dans le territoire d'un ou de plusieurs États membres en quantités relativement accrues et à des conditions telles que ces importations portent ou menacent de porter un préjudice sérieux à la production, dans le marché commun, des produits similaires ou directement concurrents. Toutefois, des recommandations ne peuvent être formulées en vue d'établir des restrictions quantitatives au titre du point 2) ci-dessus que sur avis conforme du Conseil et au titre du point 3) ci-dessus que dans les conditions prévues à l'article 58.

Article 75 Les États membres s'engagent à tenir la Commission informée des projets d'accords commerciaux ou d'arrangements d'effet analogue dans la mesure où ceux-ci intéressent le charbon et l'acier ou l'importation des autres matières premières et des équipements spécialisés nécessaires à la production du charbon et de l'acier dans les États membres. Si un projet d'accord ou d'arrangement contient des clauses faisant obstacle à l'application du

présent traité, la Commission adresse les recommandations nécessaires à l'État intéressé, dans un délai de dix jours à partir de la réception de la communication qui lui est faite; elle peut dans tout autre cas émettre des avis.

TITRE IV

Dispositions générales

Article 76 (Article abrogé par l'article 28, deuxième alinéa, du traité de fusion) [Voir article 28, premier alinéa, du traité de fusion, qui se lit comme suit: Les Communautés européennes jouissent sur le territoire des États membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de leur mission dans les conditions définies au protocole annexé au présent traité. Il en est de même de la Banque européenne d'investissement.]

Article 77 Le siège des institutions de la Communauté sera fixé du commun accord des gouvernements des États membres.

Article 78 () (**) (*)* Tel que modifié par l'article 2 du traité modifiant certaines dispositions financières.

1. L'exercice budgétaire commence le 1er janvier et s'achève le 31 décembre. Les dépenses administratives de la Communauté comprennent les dépenses de la Commission, y compris celles qui sont afférentes au fonctionnement du Comité consultatif, ainsi que celles du Parlement européen, du Conseil et de la Cour de justice.
2. Chacune des institutions de la Communauté dresse, avant le 1er juillet, un état prévisionnel de ses dépenses administratives. La Commission groupe ces états dans un avant-projet de budget administratif. Elle y joint un avis qui peut comporter des prévisions divergentes. Cet avant-projet comprend une prévision des recettes et une prévision des dépenses.
3. Le Conseil doit être saisi par la Commission de l'avant-projet de budget administratif au plus tard le 1er septembre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget. Il consulte la Commission et, le cas échéant, les autres institutions intéressées toutes les fois qu'il entend s'écarter de cet avant-projet. Statuant à la majorité qualifiée, il établit le projet de budget administratif et le transmet au Parlement européen.
4. Le Parlement européen doit être saisi du projet de budget administratif au plus tard le 5 octobre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget. Il a le droit d'amender, à la majorité des membres qui le composent, le projet de budget administratif et de proposer au Conseil, à la majorité absolue des suffrages exprimés, des modifications au projet en ce qui concerne les dépenses découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci. Si, dans un délai de quarante-cinq jours après communication du projet de budget administratif, le Parlement européen a donné son approbation, le budget administratif est définitivement arrêté. Si, dans ce délai, le Parlement européen n'a pas amendé le projet de budget administratif ni proposé de modifications à celui-ci, le budget administratif est réputé définitivement arrêté. Si, dans ce délai, le Parlement européen a adopté des amendements ou proposé des modifications, le projet de budget administratif ainsi amendé ou assorti de propositions de modification est transmis au Conseil.
5. Après avoir délibéré du projet de budget administratif avec la Commission et, le cas échéant, avec les autres institutions intéressées, le Conseil statue dans les conditions suivantes: le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, modifier chacun des amendements adoptés par le Parlement européen; en ce qui concerne les propositions de modification: si une modification proposée par le Parlement européen n'a pas pour effet d'augmenter le montant global des dépenses d'une institution, notamment du fait que l'augmentation des dépenses qu'elle entraînerait serait expressément compensée par une ou plusieurs modifications proposées comportant une diminution correspondante des dépenses, le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, rejeter cette proposition de modification. À défaut d'une décision de rejet, la proposition de modification est acceptée; si une modification proposée par le Parlement européen a pour effet d'augmenter le montant global des dépenses d'une institution, le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, accepter cette proposition de modification. À défaut d'une décision d'acceptation, la proposition de modification est rejetée; si, en application des dispositions de l'un des deux alinéas précédents, le Conseil a rejeté une proposition de modification, il peut, statuant à la majorité qualifiée, soit maintenir le montant figurant dans le projet de budget administratif, soit fixer un autre montant. Le projet de budget administratif est modifié en fonction des propositions de modification acceptées par le Conseil. Si, dans un délai de quinze jours après communication du projet du budget administratif, le Conseil n'a modifié aucun des amendements adoptés par le Parlement européen et si les propositions de modification présentées par celui-ci ont été acceptées, le budget administratif est réputé définitivement arrêté. Le Conseil informe le Parlement européen du fait qu'il n'a modifié aucun des amendements et que les propositions de modification ont été acceptées. Si, dans ce délai, le Conseil a modifié un ou plusieurs des amendements adoptés par le Parlement

européen ou si les propositions de modification présentées par celui-ci ont été rejetées ou modifiées, le projet de budget administratif modifié est transmis de nouveau au Parlement européen. Le Conseil expose à celui-ci le résultat de ses délibérations.

6. . Dans un délai de quinze jours après communication du projet de budget administratif, le Parlement européen, informé de la suite donnée à ses propositions de modification, peut, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés, amender ou rejeter les modifications apportées par le Conseil à ses amendements et arrête en conséquence le budget administratif. Si, dans ce délai, le Parlement européen n'a pas statué, le budget administratif est réputé définitivement arrêté.
7. . Lorsque la procédure prévue au présent article est achevée, le président du Parlement européen constate que le budget administratif est définitivement arrêté.
8. . Toutefois, le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des deux tiers des suffrages exprimés, peut, pour des motifs importants, rejeter le projet de budget administratif et demander qu'un nouveau projet lui soit soumis.
9. . Pour l'ensemble des dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, un taux maximal d'augmentation par rapport aux dépenses de même nature de l'exercice en cours est fixé chaque année. La Commission, après avoir consulté le comité de politique économique, constate ce taux maximal, qui résulte: de l'évolution du produit national brut en volume dans la Communauté, de la variation moyenne des budgets des États membres et de l'évolution du coût de la vie au cours du dernier exercice. Le taux maximal est communiqué, avant le 1er mai, à toutes les institutions de la Communauté. Celles-ci sont tenues de le respecter au cours de la procédure budgétaire, sous réserve des dispositions des quatrième et cinquième alinéas du présent paragraphe. Si, pour les dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, le taux d'augmentation qui résulte du projet de budget administratif établi par le Conseil est supérieur à la moitié du taux maximal, le Parlement européen, dans l'exercice de son droit d'amendement, peut encore augmenter le montant total desdites dépenses dans la limite de la moitié du taux maximal. Lorsque le Parlement européen, le Conseil ou la Commission estime que les activités des Communautés exigent un dépassement du taux établi selon la procédure définie au présent paragraphe, un nouveau taux peut être fixé par accord entre le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, et le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés.
10. . Chaque institution exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par le présent article dans le respect des dispositions du traité et des actes arrêtés en vertu de celui-ci, notamment en matière de ressources propres aux Communautés et d'équilibre des recettes et des dépenses.
11. . L'arrêt définitif du budget administratif vaut autorisation et obligation pour la Commission de percevoir le montant des recettes correspondantes, conformément aux dispositions de l'article 49.

Article 78 bis () (*)* Tel que modifié par l'article 3 du traité modifiant certaines dispositions financières. Le budget administratif est établi dans l'unité de compte fixée conformément aux dispositions du règlement pris en exécution de l'article 78 nono. Les dépenses inscrites au budget administratif sont autorisées pour la durée d'un exercice budgétaire, sauf dispositions contraires du règlement pris en exécution de l'article 78 nono. Dans les conditions qui seront déterminées en application de l'article 78 nono, les crédits, autres que ceux relatifs aux dépenses de personnel, qui seront inutilisés à la fin de l'exercice budgétaire pourront faire l'objet d'un report qui sera limité au seul exercice suivant. Les crédits sont spécialisés par chapitres groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination et subdivisés, pour autant que de besoin, conformément au règlement pris en exécution de l'article 78 nono. Les dépenses du Parlement européen, du Conseil, de la Commission et de la Cour font l'objet de parties séparées du budget administratif, sans préjudice d'un régime spécial pour certaines dépenses communes.

Article 78 ter () (*)* Tel que modifié par l'article 4 du traité modifiant certaines dispositions financières.

1. Si, au début d'un exercice budgétaire, le budget administratif n'a pas encore été voté, les dépenses peuvent être effectuées mensuellement par chapitre ou par autre division, d'après les dispositions du règlement pris en exécution de l'article 78 nono, dans la limite du douzième des crédits ouverts au budget administratif de l'exercice précédent, sans que cette mesure puisse avoir pour effet de mettre à la disposition de la Commission des crédits supérieurs au douzième de ceux prévus dans le projet de budget administratif en préparation. La Commission a l'autorisation et l'obligation de percevoir les prélèvements à concurrence du montant des crédits de l'exercice précédent, sans pouvoir toutefois couvrir un montant supérieur à celui qui serait résulté de l'adoption du projet de budget administratif.

2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut, sous réserve que les autres conditions fixées au paragraphe 1 soient respectées, autoriser des dépenses excédant le douzième. L'autorisation et l'obligation de percevoir les prélèvements peuvent être adaptées en conséquence. Si cette décision concerne des dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, le Conseil la transmet immédiatement au Parlement européen; dans un délai de trente jours, le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés, peut prendre une décision différente sur ces dépenses en ce qui concerne la partie excédant le douzième visé au paragraphe 1. Cette partie de la décision du Conseil est suspendue jusqu'à ce que le Parlement européen ait pris sa décision. Si, dans le délai précité, le Parlement européen n'a pas pris une décision différente de la décision du Conseil, cette dernière est réputée définitivement arrêtée.

Article 78 quater (*) (*) Tel que modifié par l'article H, point 15), du TUE. La Commission exécute le budget administratif, conformément aux dispositions du règlement pris en exécution de l'article 78 nono, sous sa propre responsabilité et dans la limite des crédits disponibles, conformément au principe de bonne gestion financière. Le règlement prévoit les modalités particulières selon lesquelles chaque institution participe à l'exécution de ses dépenses propres. À l'intérieur du budget administratif, la Commission peut procéder, dans les limites et conditions fixées par le règlement pris en exécution de l'article 78 nono, à des virements de crédits, soit de chapitre à chapitre, soit de subdivision à subdivision.

Article 78 quinto (**) (**) Tel que modifié par l'article 6 du traité modifiant certaines dispositions financières. La Commission soumet chaque année au Conseil et au Parlement européen les comptes de l'exercice écoulé afférents aux opérations du budget administratif. En outre, elle leur communique un état financier faisant apparaître la situation active et passive de la Communauté dans le domaine couvert par le budget administratif.

Article 78 sexto (*) Tel que modifié par l'article H, point 17), du TUE.

1. Le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, qui statue à la majorité qualifiée, donne décharge à la Commission sur l'exécution du budget administratif. À cet effet, il examine, à la suite du Conseil, les comptes et l'état financier mentionnés à l'article 78 quinto, le rapport annuel de la Cour des comptes, accompagné des réponses des institutions contr_ées aux observations de la Cour des comptes, ainsi que les rapports spéciaux pertinents de celle-ci.
2. . Avant de donner décharge à la Commission, ou à toute autre fin se situant dans le cadre de l'exercice des attributions de celle-ci en matière d'exécution du budget administratif, le Parlement européen peut demander à entendre la Commission sur l'exécution des dépenses ou le fonctionnement des systèmes de contr_le financier. La Commission soumet au Parlement européen, à la demande de ce dernier, toute information nécessaire.
3. La Commission met tout en oeuvre pour donner suite aux observations accompagnant les décisions de décharge et aux autres observations du Parlement européen concernant l'exécution des dépenses ainsi qu'aux commentaires accompagnant les recommandations de décharge adoptées par le Conseil. À la demande du Parlement européen ou du Conseil, la Commission fait rapport sur les mesures prises à la lumière de ces observations et commentaires, et notamment sur les instructions données aux services chargés de l'exécution du budget administratif. Ces rapports sont également transmis à la Cour des comptes.
4. *Article 78 nono* (*) (*) Tel que modifié par l'article H, point 18), du TUE. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et avis de la Cour des comptes: arrête les règlements financiers spécifiant notamment les modalités relatives à l'établissement et à l'exécution du budget administratif et à la reddition et à la vérification des comptes; fixe les modalités et la procédure selon lesquelles les recettes budgétaires prévues dans le régime des ressources propres aux Communautés sont mises à la disposition de la Commission et définit les mesures à appliquer pour faire face, le cas échéant, aux besoins de trésorerie; détermine les règles et organise le contr_le de la responsabilité des contr_leurs financiers, ordonnateurs et comptables.

Article 78 decimo (**) (**) Tel qu'inséré par l'article H, point 19), du TUE. Les États membres prennent les mêmes mesures pour combattre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté que celles qu'ils prennent pour combattre la fraude portant atteinte à leurs propres intérêts financiers. Sans préjudice d'autres dispositions du présent traité, les États membres coordonnent leur action visant à protéger les intérêts financiers de la Communauté contre la fraude. À cette fin, ils organisent, avec l'aide de la Commission, une collaboration étroite et régulière entre les services compétents de leurs administrations.

Article 79 Le présent traité est applicable aux territoires européens des Hautes Parties Contractantes. Il s'applique également aux territoires européens dont un État signataire assume les relations extérieures; en ce qui concerne la Sarre, un échange de lettres entre le gouvernement de la république fédérale d'Allemagne et le

gouvernement de la République française est annexé au présent traité. Par dérogation à l'alinéa précédent: le présent traité ne s'applique pas aux îles Féroé; le présent traité ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre; les dispositions du présent traité ne sont applicables aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles par la décision du Conseil du 22 janvier 1972 relative à l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (*); (*) Deuxième alinéa ajouté par l'article 25 de l'AA DK/IRL/RU dans la version résultant de l'article 14 de la DA AA DK/IRL/RU et modifié par l'article H, point 20), du TUE. le présent traité ne s'applique pas aux îles Åland. Toutefois, le gouvernement de Finlande peut notifier, par une déclaration déposée lors de la ratification du traité auprès du gouvernement de la République italienne, que le présent traité est applicable à ces îles conformément aux dispositions figurant au protocole n 2 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la république d'Autriche, de la république de Finlande et du royaume de Suède et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne. Le gouvernement de la République italienne remet aux États membres une copie certifiée conforme de pareille déclaration (*). (*) Point d) ajouté par l'article 28 de l'AA A/FIN/SUE dans la version résultant de l'article 19 de la DA AA A/FIN/SUE. Chaque Haute Partie Contractante s'engage à étendre aux autres États membres les mesures de préférence dont elle bénéficie, pour le charbon et l'acier, dans les territoires non européens soumis à sa juridiction.

Article 80 Les entreprises, au sens du présent traité, sont celles qui exercent une activité de production dans le domaine du charbon et de l'acier à l'intérieur des territoires visés à l'article 79, premier alinéa, et, en outre, en ce qui concerne les articles 65 et 66 ainsi que les informations requises pour leur application et les recours formés à leur occasion, les entreprises ou organismes qui exercent habituellement une activité de distribution autre que la vente aux consommateurs domestiques ou à l'artisanat.

Article 81 Les expressions "charbon" et "acier" sont définies à l'annexe I jointe au présent traité. Les listes comprises dans cette annexe peuvent être complétées par le Conseil, statuant à l'unanimité.

Article 82 Le chiffre d'affaires servant de base au calcul des amendes et des astreintes applicables aux entreprises en vertu du présent traité est le chiffre d'affaires afférent aux produits soumis à la juridiction de la Commission.

Article 83 L'institution de la Communauté ne préjuge en rien le régime de propriété des entreprises soumises aux dispositions du présent traité.

Article 84 Dans les dispositions du présent traité, les mots "présent traité" doivent être entendus comme visant les clauses du traité et de ses annexes, des protocoles annexes et de la convention relative aux dispositions transitoires.

Article 85 Les mesures initiales et transitoires convenues par les Hautes Parties Contractantes en vue de permettre l'application des présentes dispositions du présent traité sont fixées par une convention annexe.

Article 86 Les États membres s'engagent à prendre toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations résultant des décisions et recommandations des institutions de la Communauté et à faciliter à celle-ci l'accomplissement de sa mission. Les États membres s'engagent à s'abstenir de toute mesure incompatible avec l'existence du marché commun visé aux articles 1er et 4. Ils prennent, dans la mesure de leur compétence, toutes dispositions utiles pour assurer les règlements internationaux correspondant aux échanges de charbon et d'acier dans le marché commun et se prêtent un concours mutuel pour faciliter ces règlements. Les agents de la Commission chargés par elle de missions de contr_ le disposent, sur le territoire des États membres et dans toute la mesure nécessaire à l'accomplissement de leur mission, des droits et pouvoirs dévolus par les législations de ces États aux agents des administrations fiscales. Les missions de contr_ le et la qualité des agents chargés de celles-ci sont dûment notifiées à l'État intéressé. Des agents de cet État peuvent, à la demande de celui-ci ou de la Commission, assister les agents de la Commission dans l'accomplissement de leur mission.

Article 87 Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas se prévaloir des traités, conventions ou déclarations existant entre Elles en vue de soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent traité à un mode de règlement autre que ceux prévus par celui-ci.

Article 88 Si la Commission estime qu'un État a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du présent traité, elle constate ledit manquement par une décision motivée, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations. Elle impartit à l'État en cause un délai pour pourvoir à l'exécution de son obligation. Un recours de pleine juridiction est ouvert à cet État devant la Cour dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Si l'État n'a pas pourvu à l'exécution de son obligation dans le délai fixé par la Commission ou, en cas de recours, si celui-ci a été rejeté, la Commission peut, sur avis conforme du Conseil, statuant à la majorité des deux tiers: suspendre le versement des sommes dont elle serait redevable pour le

compte de l'État en question en vertu du présent traité; prendre ou autoriser les autres États membres à prendre des mesures dérogatoires aux dispositions de l'article 4 en vue de corriger les effets du manquement constaté. Un recours de pleine juridiction est ouvert, dans un délai de deux mois à compter de leur notification, contre les décisions prises en application des points a) et b). Si les mesures ci-dessus prévues s'avèrent inopérantes, la Commission en réfère au Conseil.

Article 89 Tout différend entre États membres au sujet de l'application du présent traité qui n'est pas susceptible d'être réglé par une autre procédure prévue au présent traité peut être soumis à la Cour, à la requête de l'un des États parties au différend. La Cour est également compétente pour statuer sur tout différend entre États membres en connexité avec l'objet du présent traité, si ce différend lui est soumis en vertu d'un compromis.

Article 90 Si un manquement à une obligation résultant du présent traité commis par une entreprise constitue également un manquement à une obligation résultant pour elle de la législation de l'État dont elle relève et si, en vertu de ladite législation, une procédure judiciaire ou administrative est engagée contre cette entreprise, l'État en question devra en aviser la Commission, qui pourra surseoir à statuer. Si la Commission sursoit à statuer, elle est informée du déroulement de la procédure et mise en mesure de produire tous documents, expertises et témoignages pertinents. Elle sera de même informée de la décision définitive qui sera intervenue et devra tenir compte de cette décision pour la détermination de la sanction qu'elle serait éventuellement amenée à prononcer.

Article 91 Si une entreprise n'effectue pas, dans les délais prescrits, un versement auquel elle est assujettie envers la Commission, soit en vertu d'une disposition du présent traité ou d'un règlement d'application, soit en vertu d'une sanction pécuniaire ou d'une astreinte prononcée par la Commission, il sera loisible à celle-ci de suspendre, jusqu'à concurrence du montant de ce versement, le règlement des sommes dont elle serait elle-même redevable à ladite entreprise.

Article 92 Les décisions de la Commission comportant des obligations pécuniaires forment titre exécutoire. L'exécution forcée sur le territoire des États membres est poursuivie suivant les voies de droit en vigueur dans chacun de ces États et après qu'aura été apposée, sans autre contrainte que celui de la vérification de l'authenticité de ces décisions, la formule exécutoire usitée dans l'État sur le territoire duquel la décision doit être exécutée. Il est pourvu à cette formalité à la diligence d'un ministre désigné à cet effet par chacun des gouvernements. L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour.

Article 93 La Commission assure avec les Nations unies et avec l'Organisation européenne de coopération économique toutes liaisons utiles et les tient régulièrement informées de l'activité de la Communauté.

Article 94 La liaison entre les institutions de la Communauté et le Conseil de l'Europe est assurée dans les conditions prévues par un protocole annexe.

Article 95 Dans tous les cas non prévus au présent traité, dans lesquels une décision ou une recommandation de la Commission apparaît nécessaire pour réaliser dans le fonctionnement du marché commun du charbon et de l'acier et conformément aux dispositions de l'article 5 l'un des objets de la Communauté, tels qu'ils sont définis aux articles 2, 3 et 4, cette décision ou cette recommandation peut être prise sur avis conforme du Conseil, statuant à l'unanimité et après consultation du Comité consultatif. La même décision ou recommandation, prise dans la même forme, détermine éventuellement les sanctions applicables. Après l'expiration de la période de transition prévue par la convention sur les dispositions transitoires, si des difficultés imprévues, révélées par l'expérience, dans les modalités d'application du présent traité ou un changement profond des conditions économiques ou techniques qui affecte directement le marché commun du charbon et de l'acier rendent nécessaire une adaptation des règles relatives à l'exercice par la Commission des pouvoirs qui lui sont conférés, des modifications appropriées peuvent y être apportées, sans qu'elles puissent porter atteinte aux dispositions des articles 2, 3 et 4 ou au rapport des pouvoirs respectivement attribués à la Commission et aux autres institutions de la Communauté. Ces modifications font l'objet de propositions établies en accord par la Commission et par le Conseil, statuant à la majorité des douze quinzèmes de ses membres, et soumises à l'avis de la Cour. Dans son examen, la Cour a pleine compétence pour apprécier tous les éléments de fait et de droit. Si, à la suite de cet examen, la Cour reconnaît la conformité des propositions aux dispositions de l'alinéa qui précède, elles sont transmises au Parlement européen et entrent en vigueur si elles sont approuvées à la majorité des trois quarts des voix exprimées et à la majorité des deux tiers des membres qui composent le Parlement européen (*). (*) Quatrième alinéa tel que modifié par l'article 14 de l'AA A/FIN/SUE dans la version résultant de l'article 7 de la DA AA A/FIN/SUE.

Article 96 (Abrogé)

Article 97 Le présent traité est conclu pour une durée de cinquante ans à dater de son entrée en vigueur.

Article 98 (Abrogé)

Article 99 Le présent traité sera ratifié par tous les États membres, en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives; les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République française. Il entrera en vigueur le jour du dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité. Au cas où tous les instruments de ratification n'auraient pas été déposés dans un délai de six mois à dater de la signature du présent traité, les gouvernements des États ayant effectué le dépôt se concerteraient sur les mesures à prendre.

Article 100 Le présent traité, rédigé en un seul exemplaire, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République française, qui en remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires. EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux. Fait à Paris, le dix-huit avril mil neuf cent cinquante et un. ADENAUER Paul VAN ZEELANDJ. MEURICESCHUMANS FORZAJos. BECHSTIKKER VAN DEN BRINK

Annexes

ANNEXE I

DÉFINITION DES EXPRESSIONS "CHARBON" ET "ACIER"

1. Les expressions "charbon" et "acier" couvrent les produits figurant sur la liste ci-après.
2. L'action de la Commission concernant les produits en acier spécial, le coke et la ferraille doit tenir compte des conditions particulières de leur production ou de leur commerce.
3. L'action de la Commission, en ce qui concerne le coke de gaz et le lignite utilisé en dehors de la fabrication de briquettes et de semi-coke, ne s'exercera que dans la mesure où des perturbations sensibles créées de leur fait sur le marché des combustibles viendraient à l'exiger.
4. L'action de la Commission doit tenir compte du fait que la production de certains des produits figurant sur cette liste est directement liée à celle de sous-produits qui n'y figurent pas, mais dont les prix de vente peuvent conditionner celui des produits principaux. Numéro de code de l'OECE pour mémoire 3 000 3 100 3 200 3 300 3 400 3 500 4 000 4 100 (*) 4 200 4 300 4 400 4 500 (*) NOTE DES ÉDITEURS Texte de la position tel que modifié par l'article 1er de la décision du Conseil de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (JO 129 du 6.12.1962, p. 2810/62). (1) Ne sont pas comprises les matières premières du numéro de code 4 190 de la nomenclature de l'OECE (autres matières premières non dénommées ailleurs pour la production de la fonte et de l'acier), qui ne figurent pas dans la présente liste. Ne sont pas compris notamment les réfractaires. (1bis) Sont compris notamment les fers spongieux proprement dits ou sous forme de briquettes, les loupes et produits similaires. (2) Ne sont pas compris les autres ferro-alliages. (3) L'action de la Commission, en ce qui concerne les productions d'acier coulé destinées aux moulages, ne s'exerce que dans le cas où elles doivent être considérées comme entrant dans l'activité de l'industrie sidérurgique proprement dite. Les autres productions d'acier coulé pour moulages, telles que celles des petites et moyennes fonderies autonomes, ne sont soumises qu'à des contrôles statistiques, sans qu'il en résulte, à leur égard, de mesures discriminatoires. (4) Ne sont pas compris les moulages d'acier, les pièces de forge et les produits obtenus à partir de poudres. (5) Ne sont pas compris les tubes d'acier (sans soudure ou soudés), les bandes laminées à froid de largeur inférieure à 500 mm (autres que celles destinées à faire le fer-blanc), les tréfilés, les barres calibrées et les moulages de fonte (tubes, tuyaux et accessoires de tuyauteries, pièces de fonderie). (*) NOTE DES ÉDITEURS Texte de la position tel que complété par l'article unique de la décision du Conseil du 21 février 1983 portant inscription de certains produits sur la liste de l'annexe I du traité CECA (JO L 56 du 3.3.1983).

ANNEXE II

FERRAILLE

Les dispositions du présent traité sont applicables à la ferraille, compte tenu des modalités pratiques suivantes rendues nécessaires par les conditions particulières de sa collecte et de son commerce: les fixations de prix par la Commission, dans les conditions du chapitre 5 du titre III, s'appliquent à l'achat par les entreprises de la Communauté; les États membres prêtent leur concours à la Commission pour veiller au respect, par les vendeurs, des décisions prises; sont exclues de l'application de l'article 59: les vieilles fontes dont la nature limite leur emploi aux industries de la fonderie échappant à la juridiction de la Communauté; les ferrailles de chute utilisées directement par les entreprises; toutefois, il est tenu compte des ressources que constituent ces chutes dans l'établissement des bases de répartition de la ferraille de récupération; pour l'application des dispositions de

l'article 59 à la ferraille de récupération, la Commission rassemble, en coopération avec les gouvernements des États membres, les informations nécessaires tant sur les ressources que sur les besoins, y compris les exportations vers les pays tiers. Sur la base des informations ainsi rassemblées, la Commission, en se conformant aux dispositions de l'article 59 et compte tenu tant des possibilités les plus économiques d'utilisation des ressources que de l'ensemble des conditions d'exploitation et d'approvisionnement propres aux différentes fractions de l'industrie sidérurgique soumise à sa juridiction, répartit les ressources entre les États membres. En vue d'éviter que les livraisons prévues, au titre de cette répartition, d'un État membre à un autre ou l'exercice des droits d'achat reconnus aux entreprises d'un État membre sur le marché d'un autre État membre n'entraînent des discriminations préjudiciables aux entreprises relevant de l'un ou de l'autre desdits États membres, les mesures suivantes seront prises. Chaque État membre autorisera la sortie de son territoire des livraisons aux autres États membres correspondant à la répartition établie par la Commission; en contrepartie, chaque État membre sera autorisé à appliquer les contrôles nécessaires pour s'assurer que les sorties ne soient pas supérieures aux quantités ainsi prévues. La Commission est habilitée à veiller à ce que les dispositions adoptées n'aient pas un caractère plus restrictif que ne l'exige leur objet. La répartition entre les États membres sera revue à intervalles aussi rapprochés qu'il sera nécessaire pour maintenir une relation équitable, tant pour les acheteurs locaux que pour les acheteurs en provenance d'autres États membres, entre les ressources constatées dans chaque État membre et les livraisons à d'autres États membres qui lui sont assignées. La Commission veillera à ce que les dispositions réglementaires adoptées par chaque État membre à l'égard des vendeurs relevant de sa juridiction n'aient pas pour effet l'application de conditions inégales à des transactions comparables, notamment suivant la nationalité des acheteurs.

ANNEXE III

ACIERS SPÉCIAUX

Les aciers spéciaux et les aciers fins au carbone, tels qu'ils sont caractérisés dans le projet de nomenclature douanière européenne mis au point à Bruxelles par le comité tarifaire dans sa séance du 15 juillet 1950, seront traités en considération de leur appartenance à l'un des trois groupes ci-après: aciers spéciaux communément appelés "aciers de construction" et définis par une teneur en carbone inférieure à 0,6 % et en éléments d'alliage ne dépassant pas au total 8 % s'il y en a au moins deux et 5 % s'il n'y en a qu'un (1); (1) Ne sont pas comptés comme éléments d'alliage le soufre, le phosphore, le silicium et le manganèse en teneur normalement acceptée pour les aciers courants. aciers fins au carbone, dont la teneur en carbone est comprise entre 0,6 et 1,6 %; aciers spéciaux alliés autres que ceux définis au point a) précédent et dont la teneur en éléments d'alliage est inférieure à 40 % s'il y en a au moins deux et à 20 % s'il n'y en a qu'un (1); (1) Ne sont pas comptés comme éléments d'alliage le soufre, le phosphore, le silicium et le manganèse en teneur normalement acceptée pour les aciers courants. aciers spéciaux n'entrant pas dans la définition des points a) et b) ci-dessus. Les produits appartenant aux groupes a) et b) entrent dans la compétence de la Commission; mais, en vue de permettre, en ce qui les concerne, l'étude des modalités appropriées d'application du traité eu égard aux conditions particulières de leur production et de leur commerce, la date à laquelle seront abolis les droits d'entrée et de sortie ou les taxes équivalentes, ainsi que toutes les restrictions quantitatives à leur circulation à l'intérieur de la Communauté, sera reportée un an après la date d'établissement du marché commun de l'acier. Pour les produits appartenant au groupe c), la Commission entreprendra, dès son entrée en fonctions, des études destinées à fixer les modalités appropriées de son application à ces différents produits, eu égard aux conditions particulières de leur production et de leur commerce; au fur et à mesure de l'aboutissement de ces études et, au plus tard, dans un délai de trois ans à dater de l'établissement du marché commun, les dispositions retenues pour chacun des produits en cause seront soumises par la Commission au Conseil, qui statuera dans les conditions prévues à l'article 81. Durant cette période, les produits appartenant à la catégorie c) seront uniquement soumis à des contrôles statistiques de la part de la Commission. K. A.P. v. Z. J. M.SCH.SF.B.S. V. D. B.

II - Protocoles Protocole sur le statut de la Cour de justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (*)

(*) NOTE DES ÉDITEURS L'article 4, paragraphe 2, point b), de la convention relative à certaines institutions communes aux Communautés européennes stipule: "[. . .] les dispositions du protocole sur le statut de la Cour de justice annexé au traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire aux articles 32 à 32 quater inclus de ce traité." LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES, DÉSIRANT fixer le statut de la Cour de justice prévu à l'article 45 du traité, SONT

CONVENUES de ce qui suit: *Article premier* La Cour de justice instituée par l'article 7 du traité est constituée et exerce ses fonctions conformément aux dispositions du traité et du présent statut.

TITRE I

STATUT DES JUGES

Serment

Article 2 Tout juge doit, avant d'entrer en fonctions, en séance publique, faire serment d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Privilèges et immunités

Article 3 Les juges jouissent de l'immunité de juridiction. En ce qui concerne les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle, ils continuent à bénéficier de l'immunité après la cessation de leurs fonctions. La Cour, siégeant en séance plénière, peut lever l'immunité. Au cas où, l'immunité ayant été levée, une action pénale est engagée contre un juge, celui-ci n'est justiciable, dans chacun des États membres, que de l'instance compétente pour juger les magistrats appartenant à la plus haute juridiction nationale. (*Quatrième alinéa abrogé par l'article 28, deuxième alinéa, du traité de fusion*) [Voir article 21 du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, qui se lit comme suit: Les articles 12 à 15 inclus et 18 sont applicables aux juges, aux avocats généraux, au greffier et aux rapporteurs adjoints de la Cour de justice, sans préjudice des dispositions de l'article 3 des protocoles sur le statut de la Cour de justice relatives à l'immunité de juridiction des juges et des avocats généraux.]

Incompatibilités

Article 4 Les juges ne peuvent exercer aucune fonction publique ou administrative. Ils ne peuvent, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers, exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils ne peuvent acquérir ou conserver, directement ou indirectement, aucun intérêt dans les affaires relevant du charbon et de l'acier pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant la durée de trois ans à partir de la cessation desdites fonctions.

Droits pécuniaires

Article 5 (*Article abrogé par l'article 8, paragraphe 3, point a), du traité de fusion*) [Voir article 6 du traité de fusion, qui se lit comme suit: Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de justice. Il fixe également, à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.]

Cessation des fonctions

Article 6 En dehors des renouvellements réguliers, les fonctions de juge prennent fin individuellement par décès ou démission. En cas de démission d'un juge, la lettre de démission sera adressée au président de la Cour pour être transmise au président du Conseil. Cette dernière notification emporte vacance de siège. Sauf les cas où l'article 7 ci-après reçoit application, tout juge continue à siéger jusqu'à l'entrée en fonctions de son successeur.

Article 7 Les juges ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement unanime des autres juges, ils ont cessé de répondre aux conditions requises. Le président du Conseil, le président de la Commission et le président du Parlement européen en sont informés par le greffier. Cette communication emporte la vacance de siège. *Article 8* Le juge nommé en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

TITRE II ORGANISATION

Article 9 Les juges, les avocats généraux et le greffier sont tenus de résider au siège de la Cour. *Article 10* (*) (*) Voir note p. 129. La Cour est assistée de deux avocats généraux et d'un greffier.

Avocats généraux

Article 11 L'avocat général a pour r_ le de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions orales et motivées sur les affaires soumises à la Cour, en vue d'assister celle-ci dans l'accomplissement de sa mission, telle qu'elle est définie à l'article 31 du traité. *Article 12* (*) (*) Voir note p. 129. Les avocats généraux sont nommés pour six ans dans les mêmes conditions que les juges. Un renouvellement partiel a lieu tous les trois ans. L'avocat général dont la désignation est sujette à renouvellement à la fin de la première période de trois ans est désigné par le sort. Les dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article 32 du traité (**) et celles de l'article 6 du présent statut sont applicables aux avocats généraux.

(**) NOTE DES ÉDITEURS Renvoi rendu inexact par la nouvelle rédaction de l'article 32 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier; voir maintenant article 32 bis et article 32 ter de ce traité.

Article 13 Les dispositions des articles 2 à 5 et 8 ci-dessus sont applicables aux avocats généraux. Les avocats généraux ne peuvent être relevés de leurs fonctions que s'ils ont cessé de répondre aux conditions requises. La décision est prise par le Conseil, statuant à l'unanimité après avis de la Cour.

Greffier

Article 14 Le greffier est nommé par la Cour, qui fixe son statut, compte tenu des dispositions de l'article 15 ci-après. Il prête serment devant la Cour d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations. (*Deuxième alinéa abrogé par l'article 28, deuxième alinéa, du traité de fusion*) [Voir article 21 du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, qui se lit comme suit: Les articles 12 à 15 inclus et 18 sont applicables aux juges, aux avocats généraux, au greffier et aux rapporteurs adjoints de la Cour de justice, sans préjudice des dispositions de l'article 3 des protocoles sur le statut de la Cour de justice relatives à l'immunité de juridiction des juges et des avocats généraux.] *Article 15 (Article abrogé par l'article 8, paragraphe 3, point a), du traité de fusion* [Voir article 6 du traité de fusion, qui se lit comme suit: Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de justice. Il fixe également, à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.]

Personnel de la Cour

Article 16 () (*)* Texte tel que modifié par l'article 8, paragraphe 3, point b), du traité de fusion.

1. Des fonctionnaires et autres agents sont attachés à la Cour pour permettre d'en assurer le fonctionnement. Ils relèvent du greffier sous l'autorité du président.
2. Sur proposition de la Cour, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut prévoir la nomination de rapporteurs adjoints et en fixer le statut. Les rapporteurs adjoints peuvent être appelés, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure, à participer à l'instruction des affaires dont la Cour est saisie et à collaborer avec le juge rapporteur. Les rapporteurs adjoints, choisis parmi des personnes offrant toutes garanties d'indépendance et réunissant les titres juridiques nécessaires, sont nommés par le Conseil. Ils prêtent serment devant la Cour d'exercer leurs fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Fonctionnement de la Cour

Article 17 La Cour demeure en fonctions d'une manière permanente. La durée des vacances judiciaires est fixée par la Cour, sous réserve des nécessités du service.

Formation de la Cour

Article 18 () (*)* Voir note p. 129. La Cour siège en séance plénière. Toutefois, elle peut créer en son sein des chambres composées chacune de trois, cinq ou sept juges, en vue soit de procéder à certaines mesures d'instruction, soit de juger certaines catégories d'affaires, dans les conditions prévues par un règlement qu'elle établit à cet effet (**). (***) Premier alinéa tel que modifié par l'article 18 de l'AA A/FIN/SUE. La Cour ne peut valablement délibérer qu'en nombre impair. Les délibérations de la Cour, siégeant en séance plénière, sont valables si neuf juges sont présents. Les délibérations des chambres composées de trois ou cinq juges ne sont valables que si elles sont prises par trois juges. Les délibérations des chambres composées de sept juges ne sont valables que si elles sont prises par cinq juges. En cas d'empêchement de l'un des juges composant une chambre, il peut être fait appel à un juge faisant partie d'une autre chambre dans les conditions déterminées par le règlement de procédure (*). (*) Deuxième alinéa tel que modifié par l'article 19 de l'AA A/FIN/SUE. Les recours formés par les États ou par le Conseil devront, dans tous les cas, être jugés en séance plénière.

Règles particulières

Article 19 Les juges et les avocats généraux ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agent, conseil ou avocat de l'une des parties, ou sur laquelle ils ont été appelés à se prononcer comme membre d'un tribunal, d'une commission d'enquête ou à tout autre titre. Si, pour une raison spéciale, un juge ou un avocat général estime ne pas pouvoir participer au jugement ou à l'examen d'une affaire déterminée, il en fait part au président. Au cas où le président estime qu'un juge ou un avocat général ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger ou conclure dans une affaire déterminée, il en avertit l'intéressé. En cas de difficulté sur l'application du présent article, la Cour statue. Une partie ne peut invoquer soit la nationalité d'un juge, soit

l'absence au sein de la Cour ou d'une de ses chambres d'un juge de sa nationalité pour demander la modification de la composition de la Cour ou d'une de ses chambres.

TITRE III

PROCÉDURE Représentation et assistance des parties

Article 20 Les États ainsi que les institutions de la Communauté sont représentés devant la Cour par des agents nommés pour chaque affaire; l'agent peut être assisté d'un avocat inscrit à un barreau de l'un des États membres. Les entreprises et toutes autres personnes physiques ou morales doivent être assistées par un avocat inscrit à un barreau de l'un des États membres. Les agents et avocats comparaisant devant la Cour jouissent des droits et garanties nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions, dans les conditions qui seront déterminées par un règlement établi par la Cour et soumis à l'approbation du Conseil, statuant à l'unanimité (*). (*) Troisième alinéa tel que modifié par l'article 8, paragraphe 3, point c), du traité de fusion. La Cour jouit à l'égard des avocats qui se présentent devant elle des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans des conditions qui seront déterminées par le même règlement. Les professeurs ressortissants des États membres dont la législation leur reconnaît un droit de plaider jouissent devant la Cour des droits reconnus aux avocats par le présent article.

Phases de la procédure

Article 21 La procédure devant la Cour comporte deux phases: l'une écrite, l'autre orale. La procédure écrite comprend la communication aux parties, ainsi qu'aux institutions de la Communauté dont les décisions sont en cause, des requêtes, mémoires, défenses et observations et, éventuellement, des répliques ainsi que de toutes pièces et documents à l'appui ou de leurs copies certifiées conformes. Les communications sont faites par les soins du greffier dans l'ordre et les délais déterminés par le règlement de procédure. La procédure orale comprend la lecture du rapport présenté par un juge rapporteur ainsi que l'audition par la Cour des témoins, experts, agents et avocats et des conclusions de l'avocat général.

Requête

Article 22 La Cour est saisie par une requête adressée au greffier. La requête doit contenir l'indication du nom et de la demeure de la partie et de la qualité du signataire, l'objet du litige, les conclusions et un exposé sommaire des moyens invoqués. Elle doit être accompagnée, s'il y a lieu, de la décision dont l'annulation est demandée ou, en cas de recours contre une décision implicite, d'une pièce justifiant de la date du dépôt de la demande. Si ces pièces n'ont pas été jointes à la requête, le greffier invite l'intéressé à en effectuer la production dans un délai raisonnable, sans qu'aucune forclusion puisse être opposée au cas où la régularisation interviendrait après l'expiration du délai de recours.

Transmission des pièces

Article 23 Lorsqu'un recours est formé contre une décision prise par une des institutions de la Communauté, cette institution est tenue de transmettre à la Cour toutes les pièces relatives à l'affaire qui est portée devant elle.

Mesures d'instruction

Article 24 La Cour peut demander aux parties, à leurs représentants ou agents ainsi qu'aux gouvernements des États membres de produire tous documents et de fournir toutes informations qu'elle estime désirables. En cas de refus, elle en prend acte.

Article 25 À tout moment, la Cour peut confier une mission d'enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix; à cet effet, elle peut dresser une liste de personnes ou d'organismes agréés en qualité d'experts.

Publicité de l'audience

Article 26 L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Cour pour des motifs graves.

Procès-verbal

Article 27 Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le président et le greffier.

Audience

Article 28 Le r_ le des audiences est arrêté par le président. Des témoins peuvent être entendus dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure. Ils peuvent être entendus sous la foi du serment. Au cours des débats, la Cour peut interroger également les experts et les personnes qui ont été chargées d'une enquête ainsi que les parties elles-mêmes; toutefois, ces dernières ne peuvent plaider que par l'organe de

leur représentant ou de leur avocat. Lorsqu'il est établi qu'un témoin ou un expert a dissimulé ou contrefait la réalité des faits sur lesquels il a déposé ou a été interrogé par la Cour, celle-ci est habilitée à saisir de ce manquement le ministre de la Justice de l'État dont le témoin ou l'expert est ressortissant, en vue de lui voir appliquer les sanctions prévues dans chaque cas par sa loi nationale. La Cour jouit à l'égard des témoins défaillants des pouvoirs généralement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans des conditions qui seront déterminées par un règlement établi par la Cour et soumis à l'approbation du Conseil, statuant à l'unanimité (*). (*) Cinquième alinéa tel que modifié par l'article 8, paragraphe 3, point c), du traité de fusion.

Secret des délibérations

Article 29 Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

Arrêts

Article 30 Les arrêts sont motivés. Ils mentionnent le nom des juges qui ont siégé.

Article 31 Les arrêts sont signés par le président, le juge rapporteur et le greffier. Ils sont lus en séance publique.

Dépens

Article 32 La Cour statue sur les dépens.

Référé

Article 33 Le président de la Cour peut statuer, selon une procédure sommaire dérogeant, en tant que de besoin, à certaines des règles contenues dans le présent statut et qui sera fixée par le règlement de procédure, sur des conclusions tendant soit à l'obtention du sursis prévu à l'article 39, deuxième alinéa, du traité, soit à l'application de mesures provisoires en vertu du troisième alinéa du même article, soit à la suspension de l'exécution forcée conformément à l'article 92, troisième alinéa. En cas d'empêchement du président, celui-ci sera remplacé par un autre juge dans les conditions déterminées par le règlement prévu à l'article 18 du présent statut. L'ordonnance rendue par le président ou son remplaçant n'a qu'un caractère provisoire et ne préjuge en rien la décision de la Cour, statuant au principal.

Intervention

Article 34 Les personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt à la solution d'un litige soumis à la Cour peuvent intervenir à ce litige. Les conclusions de la requête en intervention ne peuvent avoir d'autre objet que le soutien des conclusions d'une partie ou leur rejet.

Arrêt par défaut

Article 35 Lorsque, dans un recours de pleine juridiction, la partie défenderesse, régulièrement mise en cause, s'abstient de déposer des conclusions écrites, l'arrêt est rendu par défaut à son égard. L'arrêt est susceptible d'opposition dans le délai d'un mois à compter de sa notification. Sauf décision contraire de la Cour, l'opposition ne suspend pas l'exécution de l'arrêt rendu par défaut.

Tierce opposition

Article 36 Les personnes physiques ou morales ainsi que les institutions de la Communauté peuvent, dans les cas et dans les conditions qui seront déterminés par le règlement de procédure, former tierce opposition contre les arrêts rendus sans qu'elles aient été appelées.

Interprétation

Article 37 En cas de difficulté sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, sur la demande d'une partie ou d'une institution de la Communauté justifiant d'un intérêt à cette fin.

Révision

Article 38 La révision de l'arrêt ne peut être demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la révision. La procédure de révision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence d'un fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la révision et déclarant de ce chef la demande recevable. Aucune demande de révision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

Délais

Article 39 Les recours prévus par les articles 36 et 37 du traité doivent être formés dans le délai d'un mois prévu au dernier alinéa de l'article 33. Des délais de distance seront établis par le règlement de procédure. Aucune déchéance tirée de l'expiration des délais ne peut être opposée lorsque l'intéressé établit l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure.

Prescription

Article 40 Les actions prévues aux deux premiers alinéas de l'article 40 du traité se prescrivent par cinq ans à compter de la survenance du fait qui y donne lieu. La prescription est interrompue soit par la requête formée devant la Cour, soit par la demande préalable que la victime peut adresser à l'institution compétente de la Communauté. Dans ce dernier cas, la requête doit être formée dans le délai d'un mois prévu au dernier alinéa de l'article 33; les dispositions du dernier alinéa de l'article 35 sont, le cas échéant, applicables.

Règles spéciales relatives aux différends entre États membres

Article 41 (*) (*) Voir note p. 129. Lorsqu'un différend entre États membres est soumis à la Cour, en vertu de l'article 89 du traité, les autres États membres sont avertis sans délai par le greffier de l'objet du litige. Chacun de ces États a le droit d'intervenir au procès. Les différends visés au présent article devront être jugés par la Cour en séance plénière.

Article 42 Si un État intervient dans les conditions prévues à l'article précédent dans une affaire soumise à la Cour, l'interprétation donnée par l'arrêt s'impose à lui.

Recours des tiers

Article 43 Les décisions prises par la Commission par application de l'article 63, paragraphe 2, du traité, doivent être notifiées à l'acheteur ainsi qu'aux entreprises intéressées; si la décision concerne l'ensemble ou une catégorie importante des entreprises, la notification à leur égard peut être remplacée par une publication. Un recours est ouvert, dans les conditions de l'article 36 du traité, à toute personne à qui une astreinte a été imposée par application de l'article 66, paragraphe 5, quatrième alinéa.

TITRE IV (*)

(*) Inséré par l'article 5 de la décision du Conseil du 24 octobre 1988 instituant un Tribunal de première instance des Communautés européennes (JO L 319 du 25.11.1988, p. 1). Le texte de la décision figure à la page 513 du présent volume.

LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Statut des membres et organisation du Tribunal

Article 44 Les articles 2, 3, 4, 6 à 9, l'article 13, premier alinéa, l'article 17, l'article 18, deuxième alinéa, et l'article 19 du présent statut s'appliquent au Tribunal et à ses membres. Le serment visé à l'article 2 est prêté devant la Cour, et les décisions visées aux articles 3, 4 et 7 sont prises par celle-ci après consultation du Tribunal.

Greffier et personnel

Article 45 Le Tribunal nomme le greffier, dont il fixe le statut. Les articles 9 et 14 du présent statut s'appliquent mutatis mutandis au greffier du Tribunal. Le président de la Cour et le président du Tribunal fixent d'un commun accord les modalités selon lesquelles des fonctionnaires et autres agents attachés à la Cour prêtent leur service au Tribunal pour permettre d'en assurer le fonctionnement. Certains fonctionnaires ou autres agents relèvent du greffier du Tribunal sous l'autorité du président du Tribunal.

Procédure devant le Tribunal

Article 46 La procédure devant le Tribunal est régie par le titre III du présent statut, à l'exception des articles 41 et 42. La procédure devant le Tribunal est précisée et complétée, en tant que de besoin, par le règlement de procédure arrêté conformément à l'article 32 quinto, paragraphe 4, du traité. Par dérogation à l'article 21, quatrième alinéa, du présent statut, l'avocat général peut présenter ses conclusions motivées par écrit.

Article 47 Lorsqu'une requête ou un autre acte de procédure adressé au Tribunal est déposé par erreur auprès du greffier de la Cour, il est immédiatement transmis par celui-ci au greffier du Tribunal; de même, lorsqu'une requête ou un autre acte de procédure adressé à la Cour est déposé par erreur auprès du greffier du Tribunal, il est immédiatement transmis par celui-ci au greffier de la Cour. Lorsque le Tribunal constate qu'il n'est pas compétent pour connaître d'un recours qui relève de la compétence de la Cour, il le renvoie à la Cour; de même, lorsque la Cour constate qu'un recours relève de la compétence du Tribunal, elle le renvoie à ce dernier, qui ne peut alors décliner sa compétence. Lorsque la Cour et le Tribunal sont saisis d'affaires ayant le même objet, soulevant la même question d'interprétation ou mettant en cause la validité du même acte, le Tribunal, après avoir entendu les parties, peut suspendre la procédure jusqu'au prononcé de l'arrêt de la Cour. Lorsqu'il s'agit de demandes visant à l'annulation du même acte, le Tribunal peut aussi se dessaisir afin que la Cour puisse statuer sur ces demandes. Dans les cas visés au

présent alinéa, la Cour peut également décider de suspendre la procédure dont elle est saisie; dans ce cas, la procédure devant le Tribunal se poursuit.

Article 48 Les décisions du Tribunal mettant fin à l'instance, tranchant partiellement le litige au fond ou mettant fin à un incident de procédure portant sur une exception d'incompétence ou d'irrecevabilité sont notifiées par le greffier du Tribunal à toutes les parties ainsi qu'à tous les États membres et aux institutions de la Communauté même s'il ne sont pas intervenus au litige devant le Tribunal.

Pourvoi devant la Cour

Article 49 Un pourvoi peut être formé devant la Cour, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée, contre les décisions du Tribunal mettant fin à l'instance ainsi que contre les décisions qui tranchent partiellement le litige au fond ou qui mettent fin à un incident de procédure portant sur une exception d'incompétence ou d'irrecevabilité. Ce pourvoi peut être formé par toute partie ayant partiellement ou totalement succombé en ses conclusions. Les parties intervenantes autres que les États membres et les institutions de la Communauté ne peuvent toutefois former ce pourvoi que lorsque la décision du Tribunal les affecte directement. Sauf dans les cas de litiges opposant la Communauté à ses agents, ce pourvoi peut également être formé par les États membres et les institutions de la Communauté qui ne sont pas intervenus au litige devant le Tribunal. Dans ce cas, les États membres et les institutions sont dans une position identique à celle d'États membres ou d'institutions qui seraient intervenus en première instance. *Article 50* Un pourvoi peut être formé devant la Cour contre les décisions du Tribunal rejetant une demande d'intervention, dans un délai de deux semaines à compter de la notification de la décision de rejet, par toute personne dont la demande a été rejetée. Un pourvoi peut être formé devant la Cour par les parties à la procédure contre les décisions du Tribunal prises au titre de l'article 39, deuxième et troisième alinéas, ou de l'article 92, troisième alinéa, du traité, dans un délai de deux mois à compter de leur notification. Il est statué sur les pourvois visés aux premier et deuxième alinéas du présent article selon la procédure prévue à l'article 33 du présent statut.

Article 51 Le pourvoi devant la Cour est limité aux questions de droit. Il peut être fondé sur des moyens tirés de l'incompétence du Tribunal, d'irrégularités de procédure devant le Tribunal portant atteinte aux intérêts de la partie requérante ainsi que de la violation du droit communautaire par le Tribunal. Un pourvoi ne peut porter uniquement sur la charge et le montant des dépens.

Procédure devant la Cour

Article 52 En cas de pourvoi contre une décision du Tribunal, la procédure devant la Cour comporte une phase écrite et une phase orale. Dans les conditions déterminées par le règlement de procédure, la Cour, l'avocat général et les parties entendus, peut statuer sans procédure orale.

Effet suspensif

Article 53 Sans préjudice de l'article 39, deuxième et troisième alinéas, du traité, le pourvoi n'a pas d'effet suspensif. Par dérogation à l'article 44 du traité, les décisions du Tribunal annulant une décision ou recommandation générales ne prennent effet qu'à compter de l'expiration du délai visé à l'article 49, premier alinéa, du présent statut ou, si un pourvoi a été introduit dans ce délai, à compter du rejet de celui-ci, sans préjudice de la faculté pour une partie de saisir la Cour, en vertu de l'article 39, deuxième et troisième alinéas, du traité, d'une demande tendant à la suspension des effets de l'acte annulé ou à la prescription de toute autre mesure provisoire (*). (*) Deuxième alinéa tel que modifié par l'article 2 de la décision du Conseil du 8 juin 1993 modifiant la décision 88/591/CECA, CEE, Euratom, instituant le Tribunal de première instance des Communautés européennes (JO L 144 du 16.6.1993, p. 21).

Décision de la Cour sur le pourvoi

Article 54 Lorsque le pourvoi est fondé, la Cour annule la décision du Tribunal. Elle peut alors soit statuer elle-même définitivement sur le litige, lorsque celui-ci est en état d'être jugé, soit renvoyer l'affaire devant le Tribunal pour qu'il statue. En cas de renvoi, le Tribunal est lié par les points de droit tranchés par la décision de la Cour. Lorsqu'un pourvoi formé par un État membre ou une institution de la Communauté qui ne sont pas intervenus au litige devant le Tribunal est fondé, la Cour peut, si elle l'estime nécessaire, indiquer ceux des effets de la décision annulée du Tribunal qui doivent être considérés comme définitifs à l'égard des parties au litige.

Règlement de procédure

Article 55 La Cour établit son règlement de procédure. Ce règlement est soumis à l'approbation unanime du Conseil. Ce règlement contient toutes les dispositions nécessaires en vue d'appliquer et, en tant que de besoin, de compléter le présent statut.

Disposition transitoire

Article 56 () (*) Ancien article 45.* Le président du Conseil procède, immédiatement après la prestation de serment, à la désignation, par tirage au sort, des juges et des avocats généraux dont les fonctions sont sujettes à renouvellement à la fin de la première période de trois ans conformément à l'article 32 du traité. Fait à Paris, le dix-huit avril mil neuf cent cinquante et un. ADENAUER Paul VAN ZEELAND J. MEURICESCHUMANS FORZAJos. BECHSTIKKER VAN DEN BRINK

II - Protocoles Protocole sur le statut de la Cour de justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (*)

(*) NOTE DES ÉDITEURS L'article 4, paragraphe 2, point b), de la convention relative à certaines institutions communes aux Communautés européennes stipule: "[. . .] les dispositions du protocole sur le statut de la Cour de justice annexé au traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire aux articles 32 à 32 quater inclus de ce traité." LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES, DÉSI RANT fixer le statut de la Cour de justice prévu à l'article 45 du traité, SONT CONVENUES de ce qui suit:

Article premier La Cour de justice instituée par l'article 7 du traité est constituée et exerce ses fonctions conformément aux dispositions du traité et du présent statut.

TITRE I

STATUT DES JUGES

Serment

Article 2 Tout juge doit, avant d'entrer en fonctions, en séance publique, faire serment d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Privilèges et immunités

Article 3 Les juges jouissent de l'immunité de juridiction. En ce qui concerne les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle, ils continuent à bénéficier de l'immunité après la cessation de leurs fonctions. La Cour, siégeant en séance plénière, peut lever l'immunité. Au cas où, l'immunité ayant été levée, une action pénale est engagée contre un juge, celui-ci n'est justiciable, dans chacun des États membres, que de l'instance compétente pour juger les magistrats appartenant à la plus haute juridiction nationale. (*Quatrième alinéa abrogé par l'article 28, deuxième alinéa, du traité de fusion*) [Voir article 21 du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, qui se lit comme suit: Les articles 12 à 15 inclus et 18 sont applicables aux juges, aux avocats généraux, au greffier et aux rapporteurs adjoints de la Cour de justice, sans préjudice des dispositions de l'article 3 des protocoles sur le statut de la Cour de justice relatives à l'immunité de juridiction des juges et des avocats généraux.]

Incompatibilités

Article 4 Les juges ne peuvent exercer aucune fonction publique ou administrative. Ils ne peuvent, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers, exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils ne peuvent acquérir ou conserver, directement ou indirectement, aucun intérêt dans les affaires relevant du charbon et de l'acier pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant la durée de trois ans à partir de la cessation desdites fonctions.

Droits pécuniaires

Article 5 (Article abrogé par l'article 8, paragraphe 3, point a), du traité de fusion) [Voir article 6 du traité de fusion, qui se lit comme suit: Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de justice. Il fixe également, à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.]

Cessation des fonctions

Article 6 En dehors des renouvellements réguliers, les fonctions de juge prennent fin individuellement par décès ou démission. En cas de démission d'un juge, la lettre de démission sera adressée au président de la Cour pour être transmise au président du Conseil. Cette dernière notification emporte vacance de siège. Sauf les cas où l'article 7 ci-après reçoit application, tout juge continue à siéger jusqu'à l'entrée en fonctions de son successeur.

Article 7 Les juges ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement unanime des autres juges, ils ont cessé de répondre aux conditions requises. Le président du Conseil, le président de la Commission et le président du Parlement européen en sont informés par le greffier. Cette communication emporte la vacance de siège. *Article 8* Le

juge nommé en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

TITRE II ORGANISATION

Article 9 Les juges, les avocats généraux et le greffier sont tenus de résider au siège de la Cour. *Article 10* (*) Voir note p. 129. La Cour est assistée de deux avocats généraux et d'un greffier.

Avocats généraux

Article 11 L'avocat général a pour r_ le de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions orales et motivées sur les affaires soumises à la Cour, en vue d'assister celle-ci dans l'accomplissement de sa mission, telle qu'elle est définie à l'article 31 du traité. *Article 12* (*) (*) Voir note p. 129. Les avocats généraux sont nommés pour six ans dans les mêmes conditions que les juges. Un renouvellement partiel a lieu tous les trois ans. L'avocat général dont la désignation est sujette à renouvellement à la fin de la première période de trois ans est désigné par le sort. Les dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article 32 du traité (**) et celles de l'article 6 du présent statut sont applicables aux avocats généraux. (**) NOTE DES ÉDITEURS Renvoi rendu inexact par la nouvelle rédaction de l'article 32 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier; voir maintenant article 32 bis et article 32 ter de ce traité.

Article 13 Les dispositions des articles 2 à 5 et 8 ci-dessus sont applicables aux avocats généraux. Les avocats généraux ne peuvent être relevés de leurs fonctions que s'ils ont cessé de répondre aux conditions requises. La décision est prise par le Conseil, statuant à l'unanimité après avis de la Cour.

Greffier

Article 14 Le greffier est nommé par la Cour, qui fixe son statut, compte tenu des dispositions de l'article 15 ci-après. Il prête serment devant la Cour d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations. (*Deuxième alinéa abrogé par l'article 28, deuxième alinéa, du traité de fusion*) [Voir article 21 du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, qui se lit comme suit: Les articles 12 à 15 inclus et 18 sont applicables aux juges, aux avocats généraux, au greffier et aux rapporteurs adjoints de la Cour de justice, sans préjudice des dispositions de l'article 3 des protocoles sur le statut de la Cour de justice relatives à l'immunité de juridiction des juges et des avocats généraux.] *Article 15* (*Article abrogé par l'article 8, paragraphe 3, point a), du traité de fusion*) [Voir article 6 du traité de fusion, qui se lit comme suit: Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de justice. Il fixe également, à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.]

Personnel de la Cour

Article 16 (*) (*) Texte tel que modifié par l'article 8, paragraphe 3, point b), du traité de fusion. 1. Des fonctionnaires et autres agents sont attachés à la Cour pour permettre d'en assurer le fonctionnement. Ils relèvent du greffier sous l'autorité du président. 2. Sur proposition de la Cour, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut prévoir la nomination de rapporteurs adjoints et en fixer le statut. Les rapporteurs adjoints peuvent être appelés, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure, à participer à l'instruction des affaires dont la Cour est saisie et à collaborer avec le juge rapporteur. Les rapporteurs adjoints, choisis parmi des personnes offrant toutes garanties d'indépendance et réunissant les titres juridiques nécessaires, sont nommés par le Conseil. Ils prêtent serment devant la Cour d'exercer leurs fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Fonctionnement de la Cour

Article 17 La Cour demeure en fonctions d'une manière permanente. La durée des vacances judiciaires est fixée par la Cour, sous réserve des nécessités du service.

Formation de la Cour

Article 18 (*) (*) Voir note p. 129. La Cour siège en séance plénière. Toutefois, elle peut créer en son sein des chambres composées chacune de trois, cinq ou sept juges, en vue soit de procéder à certaines mesures d'instruction, soit de juger certaines catégories d'affaires, dans les conditions prévues par un règlement qu'elle établit à cet effet (**). (**) Premier alinéa tel que modifié par l'article 18 de l'AA A/FIN/SUE. La Cour ne peut valablement délibérer qu'en nombre impair. Les délibérations de la Cour, siégeant en séance plénière, sont valables si neuf juges sont présents. Les délibérations des chambres composées de trois ou cinq juges ne sont valables que si elles sont prises par trois juges. Les délibérations des chambres composées de sept juges ne sont valables que si elles sont prises par cinq juges. En cas d'empêchement de l'un des juges composant une chambre, il peut être fait appel à un

juge faisant partie d'une autre chambre dans les conditions déterminées par le règlement de procédure (*). (*) Deuxième alinéa tel que modifié par l'article 19 de l'AA A/FIN/SUE. Les recours formés par les États ou par le Conseil devront, dans tous les cas, être jugés en séance plénière.

Règles particulières

Article 19 Les juges et les avocats généraux ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agent, conseil ou avocat de l'une des parties, ou sur laquelle ils ont été appelés à se prononcer comme membre d'un tribunal, d'une commission d'enquête ou à tout autre titre. Si, pour une raison spéciale, un juge ou un avocat général estime ne pas pouvoir participer au jugement ou à l'examen d'une affaire déterminée, il en fait part au président. Au cas où le président estime qu'un juge ou un avocat général ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger ou conclure dans une affaire déterminée, il en avertit l'intéressé. En cas de difficulté sur l'application du présent article, la Cour statue. Une partie ne peut invoquer soit la nationalité d'un juge, soit l'absence au sein de la Cour ou d'une de ses chambres d'un juge de sa nationalité pour demander la modification de la composition de la Cour ou d'une de ses chambres.

TITRE III

PROCÉDURE

Représentation et assistance des parties

Article 20 Les États ainsi que les institutions de la Communauté sont représentés devant la Cour par des agents nommés pour chaque affaire; l'agent peut être assisté d'un avocat inscrit à un barreau de l'un des États membres. Les entreprises et toutes autres personnes physiques ou morales doivent être assistées par un avocat inscrit à un barreau de l'un des États membres. Les agents et avocats comparaisant devant la Cour jouissent des droits et garanties nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions, dans les conditions qui seront déterminées par un règlement établi par la Cour et soumis à l'approbation du Conseil, statuant à l'unanimité (*). (*) Troisième alinéa tel que modifié par l'article 8, paragraphe 3, point c), du traité de fusion. La Cour jouit à l'égard des avocats qui se présentent devant elle des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans des conditions qui seront déterminées par le même règlement. Les professeurs ressortissants des États membres dont la législation leur reconnaît un droit de plaider jouissent devant la Cour des droits reconnus aux avocats par le présent article.

Phases de la procédure

Article 21 La procédure devant la Cour comporte deux phases: l'une écrite, l'autre orale. La procédure écrite comprend la communication aux parties, ainsi qu'aux institutions de la Communauté dont les décisions sont en cause, des requêtes, mémoires, défenses et observations et, éventuellement, des répliques ainsi que de toutes pièces et documents à l'appui ou de leurs copies certifiées conformes. Les communications sont faites par les soins du greffier dans l'ordre et les délais déterminés par le règlement de procédure. La procédure orale comprend la lecture du rapport présenté par un juge rapporteur ainsi que l'audition par la Cour des témoins, experts, agents et avocats et des conclusions de l'avocat général.

Requête

Article 22 La Cour est saisie par une requête adressée au greffier. La requête doit contenir l'indication du nom et de la demeure de la partie et de la qualité du signataire, l'objet du litige, les conclusions et un exposé sommaire des moyens invoqués. Elle doit être accompagnée, s'il y a lieu, de la décision dont l'annulation est demandée ou, en cas de recours contre une décision implicite, d'une pièce justifiant de la date du dépôt de la demande. Si ces pièces n'ont pas été jointes à la requête, le greffier invite l'intéressé à en effectuer la production dans un délai raisonnable, sans qu'aucune forclusion puisse être opposée au cas où la régularisation interviendrait après l'expiration du délai de recours.

Transmission des pièces

Article 23 Lorsqu'un recours est formé contre une décision prise par une des institutions de la Communauté, cette institution est tenue de transmettre à la Cour toutes les pièces relatives à l'affaire qui est portée devant elle.

Mesures d'instruction

Article 24 La Cour peut demander aux parties, à leurs représentants ou agents ainsi qu'aux gouvernements des États membres de produire tous documents et de fournir toutes informations qu'elle estime désirables. En cas de refus, elle en prend acte.

Article 25 À tout moment, la Cour peut confier une mission d'enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix; à cet effet, elle peut dresser une liste de personnes ou d'organismes agréés en qualité d'experts.

Publicité de l'audience

Article 26 L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Cour pour des motifs graves.

Procès-verbal

Article 27 Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le président et le greffier.

Audience

Article 28 Le r_ le des audiences est arrêté par le président. Des témoins peuvent être entendus dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure. Ils peuvent être entendus sous la foi du serment. Au cours des débats, la Cour peut interroger également les experts et les personnes qui ont été chargées d'une enquête ainsi que les parties elles-mêmes; toutefois, ces dernières ne peuvent plaider que par l'organe de leur représentant ou de leur avocat. Lorsqu'il est établi qu'un témoin ou un expert a dissimulé ou contrefait la réalité des faits sur lesquels il a déposé ou a été interrogé par la Cour, celle-ci est habilitée à saisir de ce manquement le ministre de la Justice de l'État dont le témoin ou l'expert est ressortissant, en vue de lui voir appliquer les sanctions prévues dans chaque cas par sa loi nationale. La Cour jouit à l'égard des témoins défaillants des pouvoirs généralement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans des conditions qui seront déterminées par un règlement établi par la Cour et soumis à l'approbation du Conseil, statuant à l'unanimité (*). (*) Cinquième alinéa tel que modifié par l'article 8, paragraphe 3, point c), du traité de fusion.

Secret des délibérations

Article 29 Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

Arrêts

Article 30 Les arrêts sont motivés. Ils mentionnent le nom des juges qui ont siégé.

Article 31 Les arrêts sont signés par le président, le juge rapporteur et le greffier. Ils sont lus en séance publique.

Dépens

Article 32 La Cour statue sur les dépens.

Référé

Article 33 Le président de la Cour peut statuer, selon une procédure sommaire dérogeant, en tant que de besoin, à certaines des règles contenues dans le présent statut et qui sera fixée par le règlement de procédure, sur des conclusions tendant soit à l'obtention du sursis prévu à l'article 39, deuxième alinéa, du traité, soit à l'application de mesures provisoires en vertu du troisième alinéa du même article, soit à la suspension de l'exécution forcée conformément à l'article 92, troisième alinéa. En cas d'empêchement du président, celui-ci sera remplacé par un autre juge dans les conditions déterminées par le règlement prévu à l'article 18 du présent statut. L'ordonnance rendue par le président ou son remplaçant n'a qu'un caractère provisoire et ne préjuge en rien la décision de la Cour, statuant au principal.

Intervention

Article 34 Les personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt à la solution d'un litige soumis à la Cour peuvent intervenir à ce litige. Les conclusions de la requête en intervention ne peuvent avoir d'autre objet que le soutien des conclusions d'une partie ou leur rejet.

Arrêt par défaut

Article 35 Lorsque, dans un recours de pleine juridiction, la partie défenderesse, régulièrement mise en cause, s'abstient de déposer des conclusions écrites, l'arrêt est rendu par défaut à son égard. L'arrêt est susceptible d'opposition dans le délai d'un mois à compter de sa notification. Sauf décision contraire de la Cour, l'opposition ne suspend pas l'exécution de l'arrêt rendu par défaut.

Tierce opposition

Article 36 Les personnes physiques ou morales ainsi que les institutions de la Communauté peuvent, dans les cas et dans les conditions qui seront déterminés par le règlement de procédure, former tierce opposition contre les arrêts rendus sans qu'elles aient été appelées.

Interprétation

Article 37 En cas de difficulté sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, sur la demande d'une partie ou d'une institution de la Communauté justifiant d'un intérêt à cette fin.

Révision

Article 38 La révision de l'arrêt ne peut être demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la révision. La procédure de révision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence d'un fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la révision et déclarant de ce chef la demande recevable. Aucune demande de révision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

Délais

Article 39 Les recours prévus par les articles 36 et 37 du traité doivent être formés dans le délai d'un mois prévu au dernier alinéa de l'article 33. Des délais de distance seront établis par le règlement de procédure. Aucune déchéance tirée de l'expiration des délais ne peut être opposée lorsque l'intéressé établit l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure.

Prescription

Article 40 Les actions prévues aux deux premiers alinéas de l'article 40 du traité se prescrivent par cinq ans à compter de la survenance du fait qui y donne lieu. La prescription est interrompue soit par la requête formée devant la Cour, soit par la demande préalable que la victime peut adresser à l'institution compétente de la Communauté. Dans ce dernier cas, la requête doit être formée dans le délai d'un mois prévu au dernier alinéa de l'article 33; les dispositions du dernier alinéa de l'article 35 sont, le cas échéant, applicables.

Règles spéciales relatives aux différends entre États membres

Article 41 ()* (*) Voir note p. 129. Lorsqu'un différend entre États membres est soumis à la Cour, en vertu de l'article 89 du traité, les autres États membres sont avertis sans délai par le greffier de l'objet du litige. Chacun de ces États a le droit d'intervenir au procès. Les différends visés au présent article devront être jugés par la Cour en séance plénière.

Article 42 Si un État intervient dans les conditions prévues à l'article précédent dans une affaire soumise à la Cour, l'interprétation donnée par l'arrêt s'impose à lui.

Recours des tiers

Article 43 Les décisions prises par la Commission par application de l'article 63, paragraphe 2, du traité, doivent être notifiées à l'acheteur ainsi qu'aux entreprises intéressées; si la décision concerne l'ensemble ou une catégorie importante des entreprises, la notification à leur égard peut être remplacée par une publication. Un recours est ouvert, dans les conditions de l'article 36 du traité, à toute personne à qui une astreinte a été imposée par application de l'article 66, paragraphe 5, quatrième alinéa.

TITRE IV (*)

(*) Inséré par l'article 5 de la décision du Conseil du 24 octobre 1988 instituant un Tribunal de première instance des Communautés européennes (JO L 319 du 25.11.1988, p. 1). Le texte de la décision figure à la page 513 du présent volume.

LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Statut des membres et organisation du Tribunal

Article 44 Les articles 2, 3, 4, 6 à 9, l'article 13, premier alinéa, l'article 17, l'article 18, deuxième alinéa, et l'article 19 du présent statut s'appliquent au Tribunal et à ses membres. Le serment visé à l'article 2 est prêté devant la Cour, et les décisions visées aux articles 3, 4 et 7 sont prises par celle-ci après consultation du Tribunal.

Greffier et personnel

Article 45 Le Tribunal nomme le greffier, dont il fixe le statut. Les articles 9 et 14 du présent statut s'appliquent mutatis mutandis au greffier du Tribunal. Le président de la Cour et le président du Tribunal fixent d'un commun accord les modalités selon lesquelles des fonctionnaires et autres agents attachés à la Cour prêtent leur service au Tribunal pour permettre d'en assurer le fonctionnement. Certains fonctionnaires ou autres agents relèvent du greffier du Tribunal sous l'autorité du président du Tribunal.

Procédure devant le Tribunal

Article 46 La procédure devant le Tribunal est régie par le titre III du présent statut, à l'exception des articles 41 et 42. La procédure devant le Tribunal est précisée et complétée, en tant que de besoin, par le règlement de procédure arrêté conformément à l'article 32 quinto, paragraphe 4, du traité. Par dérogation à l'article 21, quatrième alinéa, du présent statut, l'avocat général peut présenter ses conclusions motivées par écrit.

Article 47 Lorsqu'une requête ou un autre acte de procédure adressé au Tribunal est déposé par erreur auprès du greffier de la Cour, il est immédiatement transmis par celui-ci au greffier du Tribunal; de même, lorsqu'une requête ou un autre acte de procédure adressé à la Cour est déposé par erreur auprès du greffier du Tribunal, il est immédiatement transmis par celui-ci au greffier de la Cour. Lorsque le Tribunal constate qu'il n'est pas compétent pour connaître d'un recours qui relève de la compétence de la Cour, il le renvoie à la Cour; de même, lorsque la Cour constate qu'un recours relève de la compétence du Tribunal, elle le renvoie à ce dernier, qui ne peut alors décliner sa compétence. Lorsque la Cour et le Tribunal sont saisis d'affaires ayant le même objet, soulevant la même question d'interprétation ou mettant en cause la validité du même acte, le Tribunal, après avoir entendu les parties, peut suspendre la procédure jusqu'au prononcé de l'arrêt de la Cour. Lorsqu'il s'agit de demandes visant à l'annulation du même acte, le Tribunal peut aussi se dessaisir afin que la Cour puisse statuer sur ces demandes. Dans les cas visés au présent alinéa, la Cour peut également décider de suspendre la procédure dont elle est saisie; dans ce cas, la procédure devant le Tribunal se poursuit.

Article 48 Les décisions du Tribunal mettant fin à l'instance, tranchant partiellement le litige au fond ou mettant fin à un incident de procédure portant sur une exception d'incompétence ou d'irrecevabilité sont notifiées par le greffier du Tribunal à toutes les parties ainsi qu'à tous les États membres et aux institutions de la Communauté même s'il ne sont pas intervenus au litige devant le Tribunal.

Pourvoi devant la Cour

Article 49 Un pourvoi peut être formé devant la Cour, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée, contre les décisions du Tribunal mettant fin à l'instance ainsi que contre les décisions qui tranchent partiellement le litige au fond ou qui mettent fin à un incident de procédure portant sur une exception d'incompétence ou d'irrecevabilité. Ce pourvoi peut être formé par toute partie ayant partiellement ou totalement succombé en ses conclusions. Les parties intervenantes autres que les États membres et les institutions de la Communauté ne peuvent toutefois former ce pourvoi que lorsque la décision du Tribunal les affecte directement. Sauf dans les cas de litiges opposant la Communauté à ses agents, ce pourvoi peut également être formé par les États membres et les institutions de la Communauté qui ne sont pas intervenus au litige devant le Tribunal. Dans ce cas, les États membres et les institutions sont dans une position identique à celle d'États membres ou d'institutions qui seraient intervenus en première instance.

Article 50 Un pourvoi peut être formé devant la Cour contre les décisions du Tribunal rejetant une demande d'intervention, dans un délai de deux semaines à compter de la notification de la décision de rejet, par toute personne dont la demande a été rejetée. Un pourvoi peut être formé devant la Cour par les parties à la procédure contre les décisions du Tribunal prises au titre de l'article 39, deuxième et troisième alinéas, ou de l'article 92, troisième alinéa, du traité, dans un délai de deux mois à compter de leur notification. Il est statué sur les pourvois visés aux premier et deuxième alinéas du présent article selon la procédure prévue à l'article 33 du présent statut. *Article 51* Le pourvoi devant la Cour est limité aux questions de droit. Il peut être fondé sur des moyens tirés de l'incompétence du Tribunal, d'irrégularités de procédure devant le Tribunal portant atteinte aux intérêts de la partie requérante ainsi que de la violation du droit communautaire par le Tribunal. Un pourvoi ne peut porter uniquement sur la charge et le montant des dépens.

Procédure devant la Cour

Article 52 En cas de pourvoi contre une décision du Tribunal, la procédure devant la Cour comporte une phase écrite et une phase orale. Dans les conditions déterminées par le règlement de procédure, la Cour, l'avocat général et les parties entendus, peut statuer sans procédure orale.

Effet suspensif

Article 53 Sans préjudice de l'article 39, deuxième et troisième alinéas, du traité, le pourvoi n'a pas d'effet suspensif. Par dérogation à l'article 44 du traité, les décisions du Tribunal annulant une décision ou recommandation générales ne prennent effet qu'à compter de l'expiration du délai visé à l'article 49, premier alinéa, du présent statut ou, si un pourvoi a été introduit dans ce délai, à compter du rejet de celui-ci, sans préjudice de la faculté pour une partie de saisir la Cour, en vertu de l'article 39, deuxième et troisième alinéas, du traité, d'une demande tendant à la suspension des effets de l'acte annulé ou à la prescription de toute autre mesure provisoire (*). (*) Deuxième alinéa tel que modifié par l'article 2 de la décision du Conseil du 8 juin 1993 modifiant la décision 88/591/CECA, CEE, Euratom, instituant le Tribunal de première instance des Communautés européennes (JO L 144 du 16.6.1993, p. 21).

Décision de la Cour sur le pourvoi

Article 54 Lorsque le pourvoi est fondé, la Cour annule la décision du Tribunal. Elle peut alors soit statuer elle-même définitivement sur le litige, lorsque celui-ci est en état d'être jugé, soit renvoyer l'affaire devant le Tribunal pour qu'il statue. En cas de renvoi, le Tribunal est lié par les points de droit tranchés par la décision de la Cour. Lorsqu'un pourvoi formé par un État membre ou une institution de la Communauté qui ne sont pas intervenus au litige devant le Tribunal est fondé, la Cour peut, si elle l'estime nécessaire, indiquer ceux des effets de la décision annulée du Tribunal qui doivent être considérés comme définitifs à l'égard des parties au litige.

Règlement de procédure

Article 55 La Cour établit son règlement de procédure. Ce règlement est soumis à l'approbation unanime du Conseil. Ce règlement contient toutes les dispositions nécessaires en vue d'appliquer et, en tant que de besoin, de compléter le présent statut.

Disposition transitoire

Article 56 () (*)* Ancien article 45. Le président du Conseil procède, immédiatement après la prestation de serment, à la désignation, par tirage au sort, des juges et des avocats généraux dont les fonctions sont sujettes à renouvellement à la fin de la première période de trois ans conformément à l'article 32 du traité. Fait à Paris, le dix-huit avril mil neuf cent cinquante et un. ADENAUER Paul VAN ZEELAND J. MEURICESCHUMANS FORZAJos. BECHSTIKKER VAN DEN BRINK

IV - Convention relative aux dispositions transitoires

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES, DÉSIANT établir la convention relative aux dispositions transitoires prévue à l'article 85 du traité, SONT CONVENUES de ce qui suit:

Objet de la convention

Article premier

1. L'objet de la présente convention, établie en exécution de l'article 85 du traité, est de prévoir les mesures nécessaires à l'établissement du marché commun et à l'adaptation progressive des productions aux conditions nouvelles qui leur sont faites, tout en facilitant la disparition des déséquilibres résultant des conditions anciennes.
2. À cet effet, la mise en application du traité s'effectue en deux périodes, dites "période préparatoire" et "période de transition".
3. La période préparatoire s'étend de la date de l'entrée en vigueur du traité à la date de l'établissement du marché commun. Au cours de cette période: la mise en place de toutes les institutions de la Communauté et l'organisation des liaisons entre elles, les entreprises et leurs associations, les associations de travailleurs, d'utilisateurs et de négociants s'effectuent aux fins de placer le fonctionnement de la Communauté sur une base de consultation constante et d'établir entre tous les intéressés une vue commune et une connaissance mutuelle; l'action de la Commission comporte: des études et des consultations; des négociations avec les pays tiers. Les études et les consultations ont pour objet de permettre, en liaison constante avec les gouvernements, les entreprises et leurs associations, les travailleurs et les utilisateurs et négociants, l'établissement d'une vue d'ensemble de la situation des industries du charbon et de l'acier dans la Communauté et des problèmes que cette situation comporte et la préparation de la forme concrète des mesures qui devront être prises pour y faire face pendant la période de transition. Les négociations avec les pays tiers ont pour objet: d'une part, d'établir les bases de la coopération entre la Communauté et ces pays; d'autre part, d'obtenir, avant la suppression des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'intérieur de la Communauté, les dérogations nécessaires: à la clause de la nation la plus favorisée, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et des accords bilatéraux; à la clause de non-discrimination régissant la libération des échanges dans le cadre de l'Organisation européenne de coopération économique.
4. La période de transition commence à la date de l'établissement du marché commun et prend fin à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'institution du marché commun pour le charbon.
5. Dès l'entrée en vigueur du traité dans les conditions fixées à l'article 99, ses dispositions sont applicables, sous réserve des dérogations et sans préjudice des dispositions complémentaires prévues par la présente convention aux fins ci-dessus définies. Sauf les exceptions expressément prévues par la présente convention, ces dérogations et dispositions complémentaires cessent d'être applicables et les mesures prises pour leur exécution cessent d'avoir effet à l'expiration de la période de transition.

PREMIÈRE PARTIE
Mise en application du traité
CHAPITRE 1

MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTÉ

La Commission

Article 2 1. La Commission entrera en fonctions dès la nomination de ses membres.

2. En vue de remplir la mission qui lui est assignée par le paragraphe 1 de la présente convention, elle exercera sans délai les fonctions d'information et d'étude qui lui sont confiées par le traité, dans les conditions et avec les pouvoirs fixés aux articles 46, 47, 48 et 54, troisième alinéa. Dès son entrée en fonctions, les gouvernements lui notifieront, en vertu de l'article 67, toute action susceptible de modifier les conditions de la concurrence et, en vertu de l'article 75, les clauses d'accords commerciaux ou d'arrangements d'effet analogue intéressant le charbon et l'acier. Elle déterminera, sur la base des informations recueillies sur les équipements et les programmes, la date à partir de laquelle les dispositions de l'article 54, autres que celles visées à l'alinéa précédent, seront applicables tant aux programmes d'investissements qu'aux projets en cours d'exécution à cette date. Sont toutefois exceptés de l'application de l'avant-dernier alinéa dudit article les projets pour lesquels des commandes ont été passées avant le 1 mars 1951. Elle exercera dès son entrée en fonctions, en tant que de besoin, et en consultation avec les gouvernements, les pouvoirs prévus à l'article 59, Article 3. Elle n'exercera les autres fonctions qui lui sont dévolues par le traité qu'à partir de la date qui marque, pour chacun des produits en cause, le début de la période de transition.

3.. Aux dates prévues ci-dessus, la Commission notifiera aux États membres, pour chacune de ses fonctions, qu'elle est en mesure d'en assumer la charge. Jusqu'à cette notification, les pouvoirs correspondants continueront d'être exercés par les États membres. Toutefois, à compter d'une date qui sera fixée par la Commission dès son entrée en fonctions, des consultations s'établiront entre elle et les États membres avant toutes mesures législatives ou réglementaires que ceux-ci envisageraient de prendre concernant les questions sur lesquelles le traité lui donne compétence.

4. Sans préjudice des dispositions de l'article 67, relatives à l'effet de mesures nouvelles, la Commission examinera avec les gouvernements intéressés l'effet sur les industries du charbon et de l'acier des dispositions législatives et réglementaires existantes, notamment de la fixation des prix des sous-produits échappant à sa juridiction, ainsi que des régimes conventionnels de sécurité sociale, dans la mesure où ces régimes ont des conséquences équivalentes à celles de dispositions réglementaires en la matière. Si elle reconnaît que certaines de ces dispositions, soit par leur incidence propre, soit par la discordance qu'elles présentent entre deux ou plusieurs États membres, sont susceptibles de fausser gravement les conditions de la concurrence dans les industries du charbon ou de l'acier, soit sur le marché du pays en cause, soit dans le reste du marché commun, soit sur les marchés d'exportation, elle proposera aux gouvernements intéressés, après consultation du Conseil, toute action qu'elle estimera susceptible de corriger de telles dispositions ou d'en compenser les effets.

5. Afin de pouvoir fonder son action sur des bases indépendantes des pratiques diverses des entreprises, la Commission recherchera, en consultation avec les gouvernements, les entreprises et leurs associations, les travailleurs et les utilisateurs et négociants, par quelle méthode il serait possible de rendre comparables: les échelles de prix pratiquées pour les différentes qualités autour du prix moyen des produits ou pour les stades successifs d'élaboration des produits; le calcul des provisions d'amortissements. 6. Au cours de la période préparatoire, la tâche principale de la Commission devra être d'entrer en relations avec les entreprises, leurs associations, les associations de travailleurs et d'utilisateurs et négociants, pour acquérir une connaissance concrète tant de la situation d'ensemble que des situations particulières dans la Communauté. À l'aide des informations qu'elle recueillera sur les marchés, les approvisionnements, les conditions de production des entreprises, les conditions de vie de la main-d'oeuvre, les programmes de modernisation et d'équipement, elle établira, en liaison avec tous les intéressés et pour éclairer leur action commune, un tableau général de la situation de la Communauté. Sur la base de ces consultations et de cette connaissance d'ensemble seront préparées les mesures nécessaires pour établir le marché commun et pour faciliter l'adaptation des productions.

Le Conseil

Article 3 Le Conseil se réunira dans le mois qui suivra l'entrée en fonctions de la Commission. **Le Comité consultatif**

Article 4 En vue de la constitution du Comité consultatif dans les conditions prévues à l'article 18 du traité, les gouvernements communiqueront à la Commission, dès son entrée en fonctions, toutes les informations sur la

situation des organisations de producteurs, de travailleurs et d'utilisateurs existant dans chaque pays pour le charbon, d'une part, et pour l'acier, d'autre part, notamment sur la composition, la zone d'extension géographique, les statuts, les attributions et le rôle de ces organisations. Sur la base des informations ainsi réunies, la Commission provoquera, dans les deux mois de son entrée en fonctions, une décision du Conseil à l'effet de désigner les organisations de producteurs et de travailleurs chargées de présenter les candidats. Le Comité consultatif devra être constitué dans le mois suivant cette décision. **La Cour**

Article 5 La Cour entrera en fonctions dès la nomination de ses membres. La première désignation du président sera faite dans les mêmes conditions que celle du président de la Commission. La Cour établira son règlement de procédure dans un délai maximum de trois mois. Les recours ne pourront être introduits qu'à partir de la date de publication de ce règlement. L'imposition des astreintes et le recouvrement des amendes seront suspendus jusqu'à cette date. Les délais d'introduction des recours ne courront qu'à compter de cette même date.

L'Assemblée (*) (*) NOTE DES ÉDITEURS Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de l'AUE et pour des raisons historiques, le terme "Assemblée" n'a pas été remplacé par les termes "Parlement européen".

Article 6 L'Assemblée se réunira un mois après la date d'entrée en fonctions de la Commission, sur convocation du président de celle-ci, pour élire son bureau et élaborer son règlement intérieur. Jusqu'à l'élection du bureau, elle sera présidée par le doyen d'âge. Elle tiendra une deuxième session cinq mois après la date d'entrée en fonctions de la Commission, pour entendre un exposé d'ensemble sur la situation de la Communauté, accompagné du premier état prévisionnel. **Dispositions financières et administratives**

Article 7 Le premier exercice financier s'étendra de la date d'entrée en fonctions de la Commission au 30 juin de l'année suivante. Le prélèvement prévu à l'article 50 du traité pourra être perçu à compter de l'établissement du premier état prévisionnel. À titre transitoire et pour faire face aux premières dépenses administratives, les États membres feront des avances remboursables et sans intérêt, réparties au prorata de leurs cotisations à l'Organisation européenne de coopération économique. (*Troisième alinéa abrogé par l'article 24, paragraphe 2, du traité de fusion*) [Voir article 24, paragraphe 1, du traité de fusion, qui se lit comme suit: 1. Les fonctionnaires et autres agents de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique deviennent, à la date de l'entrée en vigueur du présent traité, fonctionnaires et autres agents des Communautés européennes et font partie de l'administration unique de ces Communautés. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, arrête, sur proposition de la Commission et après consultation des autres institutions intéressées, le statut des fonctionnaires des Communautés européennes et le régime applicable aux autres agents de ces Communautés.]

CHAPITRE 2

ÉTABLISSEMENT DU MARCHÉ COMMUN

Article 8 L'établissement du marché commun, préparé par la mise en place de toutes les institutions de la Communauté, par les consultations d'ensemble entre la Commission, les gouvernements, les entreprises et leurs associations, les travailleurs et les utilisateurs, et par le tableau général de la situation de la Communauté qui découlera des informations ainsi recueillies, résultera des mesures d'application de l'article 4 du traité. Ces mesures entreront en vigueur, sans préjudice des dispositions particulières prévues à la présente convention: en ce qui concerne le charbon, sur notification par la Commission de la mise en place des mécanismes de péréquation prévus à la troisième partie de la présente convention, chapitre 2; en ce qui concerne le minerai de fer et la ferraille, à la même date que pour le charbon; en ce qui concerne l'acier, deux mois après la date prévue ci-dessus. Les mécanismes de péréquation prévus pour le charbon, conformément aux dispositions de la troisième partie de la présente convention, devront être mis en place dans un délai de six mois à dater de l'entrée en fonctions de la Commission. Au cas où des délais supplémentaires seraient nécessaires, ils seraient fixés par le Conseil, sur proposition de la Commission.

Suppression des droits de douane et des restrictions quantitatives

Article 9 Sous réserve des dispositions particulières prévues à la présente convention, les États membres aboliront tous droits d'entrée et de sortie ou taxes d'effet équivalent et toutes restrictions quantitatives à la circulation du charbon et de l'acier à l'intérieur de la Communauté, aux dates fixées pour l'établissement du marché commun, dans les conditions prévues au paragraphe 8 pour le charbon, le minerai de fer et la ferraille, d'une part, et pour l'acier, d'autre part. **Transports**

Article 10 Une commission d'experts désignés par les gouvernements des États membres sera chargée par la Commission, qui la convoquera sans délai, de l'étude des dispositions à proposer aux gouvernements, en ce qui concerne les transports de charbon et d'acier, pour atteindre les buts définis à l'article 70 du traité. Les négociations nécessaires pour réaliser l'accord des gouvernements sur les différentes mesures proposées, sans

préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 70, seront engagées à l'initiative de la Commission, qui prendra également l'initiative des négociations éventuellement nécessaires avec les États tiers intéressés. Les mesures à étudier par la commission d'experts seront les suivantes: suppression des discriminations contraires aux dispositions de l'article 70, deuxième alinéa; établissement, pour les transports à l'intérieur de la Communauté, de tarifs directs internationaux tenant compte de la distance totale et présentant un caractère de dégressivité, sans préjuger la répartition des taxes entre les entreprises de transports intéressées; examen, pour les différents modes de transport, des prix et conditions de transport de toute nature appliqués au charbon et à l'acier, en vue d'en réaliser l'harmonisation dans le cadre de la Communauté et dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, en tenant compte, entre autres éléments, du prix de revient des transports. La commission d'experts disposera au maximum des délais suivants: trois mois pour les mesures visées au point 1); deux ans pour les mesures visées aux points 2) et 3). Les mesures visées au point 1) entreront en vigueur au plus tard lors de l'établissement du marché commun pour le charbon. Les mesures visées aux points 2) et 3) entreront en vigueur simultanément, sitôt réalisé l'accord des gouvernements. Toutefois, au cas où, deux ans et demi après l'institution de la Commission, l'accord des gouvernements des États membres ne serait pas réalisé par les mesures visées au point 3), les mesures visées au point 2) entreraient seules en vigueur à une date déterminée par la Commission. Dans ce cas, la Commission ferait, sur proposition de la commission d'experts, les recommandations qui lui paraîtraient nécessaires, en vue d'éviter toutes perturbations graves dans le domaine des transports. Les mesures tarifaires visées au quatrième alinéa de l'article 70, en vigueur lors de l'institution de la Commission, seront notifiées à la Commission, qui devra accorder pour leur modification les délais nécessaires pour éviter toute perturbation économique grave. La commission d'experts recherchera et proposera aux gouvernements intéressés les dérogations qu'ils autoriseront le gouvernement luxembourgeois à apporter aux mesures et principes définis ci-dessus, pour tenir compte de la situation spéciale des chemins de fer luxembourgeois. Les gouvernements intéressés, après consultation de la commission d'experts, autoriseront le gouvernement luxembourgeois, pour autant que cette situation particulière l'exige, à proroger pendant la période permanente l'application de la solution adoptée. Tant qu'un accord sur les mesures prévues aux alinéas qui précèdent n'a pu s'établir entre les gouvernements intéressés, le gouvernement luxembourgeois est autorisé à ne pas appliquer les principes définis à l'article 70 du traité ainsi qu'au présent paragraphe. **Subventions, aides directes ou indirectes, charges spéciales**

Article 11 Les gouvernements des États membres notifieront à la Commission, dès son entrée en fonctions, les aides et subventions de toute nature dont bénéficie dans leurs pays respectifs l'exploitation des industries du charbon et de l'acier ou les charges spéciales qui lui sont imposées. Sauf accord de la Commission sur le maintien desdites aides, subventions ou charges spéciales et les conditions auxquelles ce maintien est subordonné, elles devront être interrompues, aux dates et dans les conditions fixées par la Commission, après consultation du Conseil, sans que cette interruption puisse être obligatoire avant la date qui marque le début de la période de transition pour les produits en cause. **Ententes et organisations monopolistiques**

Article 12 Toutes informations sur les ententes ou organisations visées à l'article 65 seront communiquées à la Commission dans les conditions prévues au paragraphe 3 dudit article. Dans le cas où la Commission ne donnera pas les autorisations prévues au paragraphe 2 dudit article, elle fixera les délais raisonnables à l'expiration desquels les interdictions prévues au même article prendront effet. En vue de faciliter la liquidation des organisations interdites au titre de l'article 65, la Commission pourra nommer des liquidateurs responsables devant elle et agissant sur ses instructions. Avec le concours de ces liquidateurs, elle étudiera les problèmes qui se posent et les moyens qui doivent être mis en oeuvre pour: assurer la distribution et l'utilisation les plus économiques des produits, et notamment des différentes sortes et qualités de charbon; éviter, en cas de réduction de la demande, toute atteinte à des capacités de production, et notamment à des installations charbonnières, nécessaires à l'approvisionnement du marché commun en période normale ou de haute conjoncture; éviter une répartition inéquitable entre les salariés des réductions de l'emploi qui pourraient résulter d'une réduction de la demande. La Commission, sur la base de ces études et en conformité avec les missions qui lui sont dévolues, instituera, sans que la validité en soit limitée à la période de transition, tels procédures ou organismes auxquels le traité lui donne latitude de recourir, qu'elle estimera appropriés à la solution de ces problèmes dans l'exercice de ses pouvoirs, notamment au titre des articles 53, 57 et 58 et du chapitre 5 du titre III.

Article 13 Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 66 sont applicables dès l'entrée en vigueur du traité. Elles pourront, en outre, être appliquées à des opérations de concentration réalisées entre la date de signature et la date d'entrée en vigueur du traité, si la Commission rapporte la preuve que ces opérations ont été effectuées en vue d'éviter l'application de l'article 66. Jusqu'à ce qu'ait été pris le règlement prévu au paragraphe 1 dudit article, les opérations visées audit paragraphe ne seront pas obligatoirement soumises à autorisation préalable. La

Commission n'est pas tenue de statuer immédiatement sur les demandes d'autorisation qui lui seraient soumises. Jusqu'à ce qu'ait été pris le règlement prévu au paragraphe 4 du même article, les informations visées audit paragraphe ne pourront être exigées que des entreprises soumises à la juridiction de la Commission, dans les conditions prévues à l'article 47. Les règlements prévus aux paragraphes 1 et 4 de l'article 66 devront être pris dans les quatre mois qui suivent l'entrée en fonctions de la Commission. La Commission recueille auprès des gouvernements, des associations de producteurs et des entreprises toutes informations utiles à l'application des dispositions des paragraphes 2 et 7 de l'article 66 sur les situations existant dans les diverses régions de la Communauté. Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 66 sont applicables à mesure de l'entrée en vigueur des dispositions dont elles sanctionnent respectivement l'application. Les dispositions du paragraphe 7 de l'article 66 sont applicables à compter de la date de l'établissement du marché commun dans les conditions prévues au paragraphe 8 de la présente convention.